

INFORMATIONS
PARLEMENTAIRES
51e législature



Pour de plus amples informations, surfez sur :

www.lachambre.be

Informations Parlementaires est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

Informations Parlementaires est adressé à toute personne qui en fait la demande.

Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles".**

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

coordination et rédaction : Service des Relations publiques et internationales

tél : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

fax : 02/549.83.02

E-mail : pri@lachambre.be

lay-out : PRI

impression : Imprimerie de la Chambre

adresse postale : Chambre des représentants de Belgique
B - 1008 BRUXELLES

entrée visiteurs : 13, rue de Louvain - Bruxelles

éditeur responsable : le secrétaire général de la Chambre



Table des matières

ORGANES DE LA CHAMBRE	
Présidence	3
COMMISSIONS	
Réunions de commissions	7
SÉANCE PLÉNIÈRE	
Projets et proposition de loi	27
Questions orales	29
Votes nominatifs sur les motions	31
QUESTIONS ÉCRITES	33
RELATIONS INTERNATIONALES	37
COMMUNIQUÉS DE PRESSE	39
PUBLICATIONS	41

CONSEIL DES MINISTRES	43
------------------------------	----

ANNEXES	
Demandes d'interpellations	49
Projets de loi, propositions et rapports de commission	51

ADDENDA	53
Agenda des séances plénières et des réunions de commissions	55
Tableau d'avancement des travaux législatifs	



SEMAINE DU 20 MARS 24 MARS 2006



ORGANES DE LA CHAMBRE

PRÉSIDENCE

VENDREDI 3 MARS 2006

DIPLOMATES IRAKIENS

Le vendredi 3 mars 2006, M. Herman De Croo, président de la Chambre, a reçu en audience une délégation de jeunes diplomates irakiens (*lire le rapport de la visite complète à la Chambre des représentants p. 37*).

Le président de la délégation irakienne a tout d'abord souligné que la délégation qu'il emmenait était représentative de l'ensemble de la société irakienne.

En réponse à M. Herman De Croo, qui s'enquérait de la situation de l'Irak en matière de sécurité, il a indiqué que les problèmes de sécurité sont une conséquence directe de la transition brutale consécutive à la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003 et de l'intervention militaire dirigée par les USA. Il a formé le vœu que ces problèmes ne soient que temporaires et que les négociations avec les sunnites soient fructueuses.

Le président de la Chambre s'est ensuite informé à propos de l'extension géographique de cette violence croissante. Les incidents se déroulent principalement, selon le président de la délégation, dans le centre du pays, notamment parce que la population y est très hétérogène. Les étrangers qui cherchent à pénétrer dans le sud du pays, majoritairement chiite, ou dans le nord, essentiellement kurde, sont plus rapidement repérés. Et de pointer du doigt toute une série de pays voisins qu'il tient pour les principaux responsables des troubles qui secouent le pays. M. De Croo a salué la participation massive et enthousiaste, dans des conditions pourtant difficiles, de la population irakienne aux élections du 15 décembre 2005. Il a mis en garde les membres de la délégation contre les risques inhérents à l'application, dans un esprit de cohérence, des règles de la démocratie. Le risque n'est-il pas très réel de voir les fondamentalistes monopoliser le paysage politique en Irak à l'issue d'élections démocratiques ?

Enfin, la délégation irakienne s'est dite impressionnée par la manière dont la Belgique appréhende ses divers problèmes politiques dans le cadre d'un dialogue pacifique.



LUNDI 6 MARS 2006

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'OSCE - ENTREVUE AVEC MME JULIE FINLEY, AMBASSADRICE DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE AUPRÈS DE L'OSCE

Le lundi 6 mars 2006, les présidents de la Chambre et du Sénat ont reçu, dans les salons du Sénat, l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'OSCE, Mme Julie Finley. Les députés Pieter De Crem, François-Xavier de Donnea et Rik Daems, ainsi que les sénateurs et sénatrice Jean-Marie Dedecker, Margriet Hermans, François Roelants du Vivier et Lionel Vandenberghe, étaient également présents.

Le déjeuner de travail a été suivi d'une réunion présidée par M. Roelants du Vivier, président de la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat. La situation au Kosovo et au Kazakhstan a particulièrement retenu l'attention des participants.

Mme Julie Finley a souligné qu'un statut de semi-indépendance du Kosovo est praticable seulement en présence d'une importante force de paix. Elle a évoqué les vives tensions entre les communautés et la nécessité de reconstruire le pays.

Mme Finley est revenue sur les récentes élections présidentielles au Kazakhstan, qui ne satisfaisaient pas aux normes de l'OSCE en matière d'élections libres et équitables. Dans ce contexte, la candidature du Kazakhstan à la présidence de l'OSCE en 2009 lui paraît trop ambitieuse. L'ambassadrice a préconisé de prêter une attention permanente à l'évolution en Asie centrale, les pays occidentaux encourageant les États de cette région à développer toujours plus leurs structures démocratiques.

MERCREDI 8 MARS 2006

SERBIE-MONTENEGRO

Le mercredi 8 mars 2006, le Président de la Chambre, M. Herman De Croo, a reçu en audience le Président de Serbie-Monténégro, M. Svetozar Marovic, qui exerce également les fonctions de premier ministre. Mme Milica Pejanovic-Djurisic, ambassadrice de Serbie-Monténégro à Bruxelles, assistait à l'entretien.

Celui-ci a principalement porté sur le futur statut du Kosovo et le référendum sur l'indépendance du Monténégro qui doit se dérouler le 21 mai 2006.

En ce qui concerne **la question du Kosovo**, M. Marovic affirme qu'il comprend l'impatience de la communauté internationale, tout en plaidant en faveur d'un délai supplémentaire. Plusieurs standards internationaux (notamment en matière d'État de droit démocratique, de stabilité et de société multiculturelle) ne sont actuellement pas atteints et la confiance entre les deux parties est insuffisante. Il faut soutenir à tout prix le dialogue entre Pristina et Belgrade. À cet égard, des mesures concrètes relatives au retour des réfugiés et à la protection des lieux sacrés devront être prises en priorité. L'issue du débat sur le futur statut du Kosovo revêtira, toujours selon M. Marovic, une importance cruciale non seulement pour le Kosovo et la Serbie, mais aussi pour l'ensemble de la région.



Le Président de la Chambre, M. Herman De Croo, doute, quant à lui, des chances de succès des efforts de paix européens. Ceux-ci devront en effet être poursuivis pendant des dizaines d'années (cf. Chypre), ce qui ne lui semble pas tenable. Il souligne la grande valeur symbolique du dossier du Kosovo pour les Serbes. Il craint une poussée nationaliste en Serbie en réaction à une éventuelle indépendance du Kosovo. Il est d'accord avec M. Marovic lorsque celui-ci affirme que ce dossier doit être traité avec une extrême prudence pour ne pas mettre en péril la stabilité précaire dans la région.

En ce qui concerne le référendum sur l'indépendance du Monténégro du 21 mai 2006, M. Marovic précise qu'il faut préparer dès à présent l'après-référendum dans les deux capitales. Des négociations seront donc indispensables. L'indépendance du Monténégro ne sera effective que si 55 % des électeurs émettent un vote positif et que le seuil de participation atteint 50 %. Selon le Président Marovic, des accords pourront être conclus avec la Serbie sur les grands domaines de coopération après l'indépendance du Monténégro (et sa reconnaissance par les Nations Unies). A titre d'exemple concret, il cite l'armée. Le Président de la Chambre, M. De Croo, s'enquiert des arguments monténégrins en faveur de l'indépendance. Le Président Marovic les définit à deux niveaux. Outre une série d'arguments sentimentaux (le Monténégro est l'un des pays les plus anciens de la région), il cite plusieurs arguments rationnels. Le Monténégro veut tout d'abord être responsable de son propre avenir, bénéficie de nombreux atouts touristiques importants, est doté d'une agriculture moderne, compte une population professionnelle ayant un bon niveau de qualification, ... Il espère dès lors que son pays pourra, à terme, adhérer à l'Union européenne. Le Président de la Chambre, M. De Croo, craint que l'opinion publique européenne n'acceptera pas cette adhésion. L'Union européenne ne peut en effet prendre en charge l'ensemble des problèmes des Balkans. Le Kosovo et le Monténégro ne constituent effectivement pas des dossiers fictifs. Des problèmes réels ne manqueront pas de se poser. Il compte sur la sagesse des hommes politiques de tous les partis pour ne pas laisser déraper la situation cette fois-ci.

MERCREDI 15 MARS 2006

RENCONTRE AVEC UNE DÉLÉGATION D'EXPERTS UKRAINIENS À L'OCCASION DE LA TROISIÈME RÉUNION D'EXPERTS DE L'UKRAINE ORGANISÉE PAR L'EST WEST INSTITUTE

Le mercredi 15 mars 2006, le président de la Chambre, M. Herman De Croo, a reçu un groupe d'experts ukrainiens. Ces experts effectuaient une visite en Belgique dans le cadre de la troisième réunion d'experts de l'East West Institute. Le but de ces réunions (qui se sont déjà tenues à Kiev et à Prague début 2006) est d'appuyer les efforts fournis par l'Ukraine en vue de se rapprocher de l'Union européenne. L'East West Institute a lancé à cet effet le projet « EU-Ukraine Integration Assistance Project on Future Relations ».

Les relations entre l'Ukraine et l'Union européenne ont constitué le thème principal de cet échange de vues. L'Ukraine est en effet un pays voisin de l'Union européenne depuis mai 2004.



Le président de la Chambre a également brièvement présenté le fonctionnement du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes ainsi que le rôle des europromoteurs.

La question de la souveraineté a également été évoquée, une question particulièrement importante pour les pays ayant accédé récemment à l'indépendance.

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez vous adresser à Nosheen Shakil, assistante du vice-président Vasil Hudak, EastWest Institute, avenue Milcamps 95, 1030 Bruxelles, tél. 02/743.46.27, nshakil@ewi.info



COMMISSIONS

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. Guy Hove

➤ **LUNDI 20, MARDI 21, MERCREDI 22, JEUDI 23 ET VENDREDI 24 MARS 2006**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

Prochaine réunion : lundi 27 mars 2006.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. Francis Van den Eynde

➤ **LUNDI 20 MARS 2006**

1. Question de M. Roel Deseyn au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "le tarif social pour l'internet à haut débit" (n° 10596).

- Le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu.

2. Question de M. Roel Deseyn au ministre de la Mobilité sur "la suppression de la 'version papier' du permis de conduire" (n° 9193).

- Le ministre de la Mobilité a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Dylan Casaer au ministre de la Mobilité sur "la sécurisation du chargement des camions" (n° 10505).

- Question de Mme Annick Saudoyer au ministre de la Mobilité sur "le groupe de travail ministériel chargé de la sécurité des poids-lourds" (n° 10765).

- Le ministre de la Mobilité a répondu.



4. Questions jointes :

- Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Mobilité sur "les manœuvres aériennes dangereuses qui se sont produites dans la périphérie Est de Bruxelles le 19 février dernier" (n° 10568).
- Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Mobilité sur "les chiffres fournis par Belgocontrol quant aux incidents aériens constatés en 2005 à l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 10750).
- Le ministre de la Mobilité a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Jef Van den Bergh au ministre de la Mobilité sur "le maintien des critères de répartition du fonds de la sécurité routière" (n° 10541).
- Question de Mme Colette Burgeon au ministre de la Mobilité sur "les actions financées dans le cadre du Fonds des amendes routières" (n° 10872).

- Le ministre de la Mobilité a répondu.

6. Question de Mme Inga Verhaert au ministre de la Mobilité sur "l'avion de SN Brussels Airlines immobilisé sur l'aéroport de Kigali, Rwanda" (n° 10542).

- Le ministre de la Mobilité a répondu.

7. Question de M. Roel Deseyn au ministre de la Mobilité sur "les nouvelles règles relatives au tuning" (n° 10555).

- Le ministre de la Mobilité a répondu.

8. Question de M. Guido De Paepe au ministre de la Mobilité sur "le service défaillant de la Direction pour l'Immatriculation des véhicules" (n° 10635).

- Le ministre de la Mobilité a répondu.

9. Question de M. Ortwin Depoortere au ministre de la Mobilité sur "les indemnités d'expropriation aux propriétaires le long de la ligne 50 A" (n° 10916).

- Le ministre de la Mobilité a répondu.

10. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Mobilité sur "la non-conformité probable des plate-formes de ralentissement à Gand" (n° 10857).

- Le ministre de la Mobilité a répondu.



➤ **MERCREDI 22 MARS 2006**

1. Proposition de loi jointes :

- Proposition de loi (Daniel Bacquelaine) modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue d'accorder des facilités de stationnement aux professionnels de la santé lors des visites à domicile, n° 1103/1.
- Proposition de loi (Ludo Van Campenhout, Yolande Avontroodt, Guido De Padt) insérant des règles de stationnement spécifiques pour les médecins et les services de secours dans le règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique, n° 1669/1.
- Proposition de loi (Guido De Padt, Yolande Avontroodt, Willy Cortois, Bart Tommelein) en vue d'instaurer une carte communale d'autorisation de stationnement, n° 1643/1.
(Continuation). (Rapporteur : M. François Bellot).

- La discussion a été poursuivie. Sont intervenus : M. Daniel Bacquelaine, Mme Annick Saudoyer, MM. Bart Tommelein et Ludo Van Campenhout et Mme Karine Lalieux.

2. Proposition de loi (Guido De Padt, Hilde Vautmans, Yolande Avontroodt) adaptant le règlement général sur la police de la circulation routière en vue de permettre au propriétaire d'un accès carrossable de garer sa voiture devant cet accès pendant une période prolongée, n° 1540/1. (Rapporteur : M. Dylan Casaer).

- La discussion a été poursuivie. Sont intervenus : M. Dylan Casaer et Mme Hilde Vautmans.

3. Proposition de loi (Dylan Casaer, Philippe De Coene, Inga Verhaert) modifiant, en ce qui concerne le déplacement de véhicules, les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968, n° 1585/1. (Rapporteur : Mme Camille Dieu).

- Exposé introductif de l'auteur principal.
- Un amendement a été déposé par M. Casaer et consorts.
- La discussion a été poursuivie. Sont intervenus : M. Dylan Casaer et Mmes Hilde Vautmans, Annick Saudoyer et Karine Lalieux.

4. Proposition de résolution (Annick Saudoyer, Hilde Vautmans, François-Xavier de Donne, Dylan Casaer, Camille Dieu) visant à inclure le gilet de sécurité réfléchissant dans la liste des accessoires de sécurité obligatoires et à rendre obligatoire, le port de ce gilet par le conducteur suite à un accident ou à une panne, n° 1855/1. (Rapporteur : M. Philippe De Coene).

- La discussion a été poursuivie. Sont intervenus : Mmes Karine Lalieux, Annick Saudoyer, Hilde Vautmans et MM. Jef Van den Bergh, Dylan Casaer et François Bellot.
- Des amendements ont été déposés par M. Van den Bergh et consorts et Casaer et consorts
- Les amendements n°s 1 et 2 ont été adoptés à l'unanimité, l'amendement n° 3 a été rejeté.
- La proposition de résolution, telle qu'amendée, a été adoptée à l'unanimité.

5. Proposition de résolution (Guido De Padt, Hilde Vautmans, Annick Saudoyer, Valérie De Bue, Véronique Ghenne, François Bellot) relative à la création d'un Institut d'analyse des accidents de la route, n° 1882/1.

- Rapporteur : M. Ludo Van Campenhout.
- Exposé introductif de Mme Hilde Vautmans.
- La discussion a été entamée. Sont intervenus : MM. Jan Mortelmans et Jef Van den Bergh.
- La commission a décidé à l'unanimité d'organiser une audition.



6. Proposition de loi (Hilde Vautmans, Guido De Padt) modifiant l'article 38 de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, n° 1451/1.

- Rapporteur : M. François Bellot.
- Exposé introductif de Mme Hilde Vautmans.
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : MM. Dylan Casaer, Jef Van den Bergh en Jan Mortelmans.

7. Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Annick Saudoyer, Camille Dieu, Alisson De Clercq) relative au permis de conduire, n° 963/1.
- Proposition de résolution (Olivier Chastel, François Bellot, Valérie De Bue, Charles Michel, Daniel Bacquelaine, Jacqueline Galant) relative à la promotion de la mobilité et de la sécurité routière en ce qui concerne les deux roues motorisés, n° 1937/1.
- La commission a décidé à l'unanimité de joindre les propositions de résolution n° 963 et n° 1937.
- Rapporteur : M. Dylan Casaer.
- Exposés introductifs de Mme Annick Saudoyer et M. François Bellot.
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : MM. Dylan Casaer et Jef Van den Bergh et Mme Hilde Vautmans.

➤ JEUDI 23 MARS 2006

Questions et interpellations jointes :

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Mobilité sur "la décision retentissante de la Cour d'appel de Bruxelles concernant Zaventem" (n° 10977).
- Interpellation de M. Bart Laeremans au ministre de la Mobilité sur "la décision retentissante de la Cour d'appel de Bruxelles concernant Zaventem et les amendes actuellement infligées aux compagnies aériennes" (n° 833).
- Question de M. Stijn Bex au ministre de la Mobilité sur "l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles concernant les normes de bruit bruxelloises et une dispersion équitable" (n° 10992).
- Interpellation de M. Pieter De Crem au ministre de la Mobilité sur "les conséquences de l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles concernant les nuisances sonores dues aux vols en partance et à destination de Zaventem" (n° 831).
- Question de Mme Marie Nagy au ministre de la Mobilité sur "le suivi des décisions judiciaires concernant le trafic aérien autour de l'aéroport de Zaventem" (n° 10996).
- Interpellation de Mme Joëlle Milquet au ministre de la Mobilité sur "les conséquences de l'arrêt de la Cour d'appel du 21 mars 2006 sur le plan de répartition des vols de Bruxelles national et la nécessité d'un nouveau plan de répartition des nuisances équilibré" (n° 832).
- Question de Mme Karine Lalieux au ministre de la Mobilité sur "le plan de dispersion des vols" (n° 10999).
- Question de M. Luk Van Biesen au ministre de la Mobilité sur "le plan de dispersion pour l'aéroport de Zaventem" (n° 11000).
- Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Mobilité sur "l'arrêt de la cour d'appel de Bruxelles du 21 mars 2006 et ses conséquences sur le plan d'utilisation des pistes à l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 11001).
- Interpellation de M. Patrick De Groote au ministre de la Mobilité sur «le plan de dispersion pour l'aéroport de Zaventem» (n° 834).



- Le ministre de la Mobilité a répondu.
- Une première motion de recommandation a été déposée par MM. Jan Mortelmans, Hagen Goyvaerts, Bart Laeremans et Francis Van den Eynde.
- Une deuxième motion de recommandation a été déposée par MM. Pieter De Crem et Patrick De Groote.
- Une troisième motion de recommandation a été déposée par Mmes Marie Nagy et Joëlle Milquet.
- Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Inga Verhaert et Camille Dieu et MM. Guido De Padt, Luk Van Biesen, Stijn Bex et François Bellot.

Prochaine réunion : lundi 27 mars 2006.

Dépenses électorales

COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DE LA COMPTABILITÉ DES PARTIS POLITIQUES

Présidents : Mme Anne-Marie Lizin et M. Herman De Croo

➤ **LUNDI 20 MARS 2006**

1. Examen des rapports financiers sur la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes (exercice 2004), n°s 1752/1 et 2. (Approbation du rapport de M. Paul Wille (S)).
 - Le rapport de M. Paul Wille (S) a été approuvé.
2. Adaptation du modèle de rapport financier sur la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes.
 - Ordre des travaux.
 - La commission a décidé d'organiser une audition.
3. Examen des notes de synthèse déposées en application de l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.
 - Avis à rendre par la Commission de contrôle.
 - La commission de Contrôle a émis 2 avis.
4. Proposition de loi (Christian Brotcorne (S)) complétant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de promouvoir la participation aux élections, Doc. Sénat, n°s 3-720/1 et 2. (Avis à rendre à la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat).
Avis de la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives du Sénat.
 - La commission se rallie à l'avis de la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives du Sénat.
5. Divers.

Prochaine réunion : mardi 9 mai 2006.



Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ MARDI 21 MARS 2006

1. Projet de loi relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, n°s 2237/1 à 8.

(Rapporteur : Mme Anne-Marie Baeke).

(Renvoyé en commission : séance plénière du 16 mars 2006).

Amendements de M. Wathelet et consorts.

- La commission a décidé de demander au président de la Chambre de solliciter l'avis du Conseil d'Etat.

2. Le statut fiscal des sportifs professionnels ou rémunérés : état de la question.

3. Echange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Finances sur la fiscalité et le logement.

- Sont intervenus : MM. Eric Massin, Carl Devlies, Jean-Jacques Viseur, Luk Van Biesen, Miguel Chevalier, François-Xavier de Donnea et Mmes Anne-Marie Baeke et Nahima Lanjri.

4. 161ème Cahier de la Cour des comptes : approbation du rapport de M. Jean-Jacques Viseur fait au nom de la sous-commission Cour des comptes.

- Le rapport de M. Jean-Jacques Viseur a été adopté à l'unanimité.

Prochaine réunion : mardi 28 mars 2006.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Yvan Mayeur

➤ MARDI 21 MARS 2006

1. Rapport d'évaluation soins palliatifs 2005.

- Echange de vues en présence du ministre des Affaires sociales et de la Santé et de M. Manu Keirse, président de la cellule soins palliatifs.

2. Interpellations jointes :

- Interpellation de M. Luc Goutry au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la nécessité d'affecter davantage de moyens financiers aux soins palliatifs" (n° 818).

- Interpellation de M. Koen Bultinck au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les soins palliatifs" (n° 821).

- Interpellation de Mme Muriel Gerkens au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les soins palliatifs" (n° 825).



- Exposé introductif de M. Keirse.
- Sont intervenus : Mmes Yolande Avontroodt, Karine Jiroflée, Magda De Meyer, MM. Mark Verhaegen, Luc Goutry, Yvan Mayeur, Koen Bultinck, Mmes Muriel Gerkens, Talbia Belhouari, Dominique Tilmans et M. Benoît Drèze.
- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
- Une première motion de recommandation a été déposée par MM. Luc Goutry et Mark Verhaegen.
- Une deuxième motion de recommandation a été déposée par M. Koen Bultinck.
- Une troisième motion de recommandation a été déposée par Mme Muriel Gerkens.
- Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Karine Jiroflée et Talbia Belhouari.

3. Enquête santé.

- Exposé introductif du Dr Toussaint (cabinet du ministre), de M. Demarest, du Dr. Tafforeau et du Dr. Sasse (Institut scientifique de Santé publique).
- Sont intervenus : Mme Hilde Dierickx, MM. Jacques Germeaux, Luc Goutry et Mmes Dominique Tilmans et Karine Jiroflée.

Prochaine réunion : mardi 28 mars 2006.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Martine Taelman

➤ **MARDI 21 MARS 2006**

1. Question de M. Francis Van den Eynde à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le blocage des comptes bancaires de personnes soupçonnées d'avoir commis un crime grave" (n° 10722).
 - La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.
2. Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la loi sur le règlement collectif de dettes" (n° 10762).
 - La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.
3. Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le retard dans le dépôt du projet de loi modifiant les mandats des chefs de corps" (n° 10779).
 - La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.
4. Question de Mme Magda De Meyer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "des pratiques inacceptables de certains huissiers en cas de règlement collectif de dettes" (n° 10780).
 - La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.



5. Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le trafic de Subutex organisé par la maffia géorgienne" (n° 10795).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

6. Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les successions en déshérence" (n° 10807).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la politique de poursuite en matière d'absentéisme scolaire" (n° 10820).

- Question de Mme Hilde Claes à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la politique des poursuites en matière d'absentéisme scolaire" (n° 10918).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

8. Questions jointes:

- Question de M. Mark Verhaegen à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la quantité de personnel au parquet de Turnhout par rapport aux besoins d'effectifs" (n° 10878).

- Question de Mme Martine Taelman à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la capacité du parquet de l'arrondissement de Turnhout" (n° 10949).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

9. Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la protection dont bénéficie un ressortissant palestinien qui a été arrêté et libéré sous conditions" (n° 10897).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Hilde Claes à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la politique en matière de violence conjugale" (n° 10898).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

11. Question de Mme Hilde Claes à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le traitement de plaintes concernant le fonctionnement de la justice" (n° 10899).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la mise en oeuvre de la loi sur l'adoption par les couples homosexuels après son vote final au Sénat" (n° 10922).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.



13. Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "ses déclarations relatives au dispositif dont disposait la Sûreté de l'Etat pour la filature de Mme Erdal" (n° 10924).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les cabines d'interprétation dans le nouveau Palais de Justice d'Anvers" (n° 10926).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Dylan Casaer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les demandes de mise en liberté conditionnelle de Michèle Martin et Michel Nihoul (n° 10934).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Dylan Casaer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le fonctionnement de la commission et le fond d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence" (n° 10935).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

17. Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la présence de médias lors d'actions judiciaires" (n° 10943).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

18. Question de M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le statut du personnel de la Sûreté de l'Etat" (n° 10948).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

19. Projet de loi tendant à privilégier l'hébergement égalitaire de l'enfant dont les parents sont séparés et réglementant l'exécution forcée en matière d'hébergement d'enfant, n° 1673/1 à 18.

Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Melchior Wathelet) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'exécution forcée des décisions judiciaires contenant des mesures relatives à la personne des enfants, n° 434/1 et 2.

- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Tony Van Parys, Jo Vandeurzen, Liesbeth Van der Auwera) modifiant l'article 374 du Code civil, n° 591/1 et 2.

- Proposition de loi (Guy Swennen) relative au régime de résidence des enfants mineurs de parents qui ne vivent pas ensemble, n° 975/1 et 2.

- Proposition de loi (Guy Swennen) garantissant le droit aux relations personnelles entre parents et enfants et entre grand-parents et petits-enfants, n° 976/1 et 2.

- Proposition de loi (Corinne De Permentier, Alain Courtois, [Jean-Luc Crucke], Marie-Christine Marghem) modifiant l'article 374 du Code civil concernant l'autorité parentale et l'hébergement des enfants lorsque les père et mère ne vivent pas ensemble afin d'y intégrer la notion de suivi du respect des décisions de justice en matière d'hébergement secondaire, n° 1070/1 et 2.

- Proposition de loi (Martine Taelman, Alfons Borginon, Bart Tommelein, Hilde Vautmans, Sabien Lahaye-Battheu) visant à mieux faire respecter le droit aux relations personnelles avec les enfants à la suite d'un divorce ou d'une séparation de fait, n° 1288/1 et 2.



- Proposition de loi (Melchior Wathelet, Joëlle Milquet) modifiant l'article 374 du Code civil relatif aux modalités d'hébergement de l'enfant dont les parents vivent séparément et insérant les articles 374bis à 374quater dans le même Code, n° 1509/1 et 2.

(Votes). (Rapporteur : Mme Valérie Déom).

Amendements de Mmes Taelman, Gerkens, Storms, Marghem et de MM. Swennen, Verherstraeten, Wathelet et du gouvernement.

Rapport fait par la sous-commission "Droit de la Famille" fait par Mme Valérie Déom.

- Les amendements n°s 3 (pt 1), 4 (pt 2), 25, 28, 34, 37, 43, 44 et 46 ont été adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.

20. Projet de loi portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel des greffes et des secrétariats des parquets, n° 2299/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur: M. Eric Massin).

- Des amendements ont été déposés par le gouvernement.

- La discussion a été clôturée.

- Les amendements n°s 1 à 4 ont été adoptés.

- A l'unanimité, la commission a décidé de déroger à l'article 82.1 du Règlement et a procédé au vote.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 7 voix et 2 abstentions.

21. Projet de loi modifiant les articles 161, alinéa 2, 164, alinéa 2, et 182, alinéa 8, du Code judiciaire, la loi du 16 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de police et la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance, n° 2209/1.

- L'ensemble du projet de loi, inchangé, a été adopté à l'unanimité, sans rapport.

22. Projets de loi joints:

- Projet de loi modifiant la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux, et insérant dans cette loi un nouveau Titre V concernant le Tribunal Spécial pour la Sierra Leone, n° 2051/1.

- Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, ainsi qu'une disposition de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire, n° 2305/1.

- Projet de loi insérant dans la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux un nouveau Titre VI concernant les Chambres extraordinaires chargées de poursuivre les crimes commis sous le régime du Kampuchéa démocratique, n° 2306/1.

- Le projet de loi n° 2305 a été disjoint des deux autres projets de loi.

Projets de loi n°s 2051 et 2306

- Rapporteur : M. Claude Marinower.

- Les deux projets de loi, inchangés, ont été adoptés à l'unanimité.

Projet de loi n°s 2305

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.

- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre de la Justice.



➤ **MERCREDI 22 MARS 2006**

1. Proposition de loi (Liesbeth Van der Auwera) modifiant les articles 78 et 79 du Code civil concernant la déclaration et les actes de décès, n° 675/1.

- Rapporteur : M. Jean-Pierre Malmendier.
- Des amendements ont été déposés par Mme Taelman.
- La discussion a eu lieu.
- Les amendements n°s 1 et 3 ont été adoptés.

2. Proposition de loi (Marie-Christine Marghem) modifiant l'article 1394 du Code civil en ce qui concerne la renonciation à l'accession entre époux communs en biens, n° 1152/1.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- Exposé introductif de l'auteur.
- La discussion a été entamée.

3. Proposition de loi (Liesbeth Van der Auwera) modifiant les articles 77, 80 et 84 du Code civil en ce qui concerne le constat de décès et le transport des dépouilles mortnelles, n° 1220/1.

- Rapporteur : M. Jean-Pierre Malmendier.
- Exposé introductif de l'auteur.
- La discussion a été entamée.
- Des amendements ont été déposés par Mme Taelman.

4. Proposition de loi (Josée Lejeune) modifiant les articles 55 et 56 du Code civil portant réglementation des actes de naissance, n° 1242/1.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- Exposé introductif de l'auteur.
- La discussion a été entamée.

5. Proposition de loi (Servais Verherstraeten) relative à la mention dans le registre national des descendants au premier degré, n° 1333/1.

- Rapporteur : M. André Perpète.
- Exposé introductif de l'auteur.
- La discussion a été entamée.

6. Projet de loi relatif à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne, n° 2106/1.

- Rapporteur : M. Eric Massin.
- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre de la Justice.
- La discussion générale a été entamée.

7. Projet de loi modifiant les articles 259bis, 314bis, 504quater, 550bis et 550ter du Code pénal - Amendé par le Sénat, n° 1284/12.

- Rapporteur : M. Claude Marinower.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité moins 1 abstention.



8. Projet de loi visant à insérer un nouvel alinéa à l'article 417ter du Code pénal, n° 2193/1.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

9. Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'aide juridique et l'assistance judiciaire, n° 2181/1.

10. Proposition de loi (Marie Nagy, Alain Courtois, Tony Van Parys, Guy Swennen, Melchior Wathelet, Alfons Borginon) modifiant le Code judiciaire en matière d'assistance judiciaire, n° 598/1.

- La commission a décidé de joindre la proposition de loi n° 598 au projet de loi n° 2181.
- Rapporteur : M. Claude Marinower.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

Prochaine réunion : mardi 28 mars 2006.

Questions européennes et Relations extérieures

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : MM. Herman De Croo et Hendrik Daems

➤ **MARDI 21 MARS 2006**

(Réunion commune avec les commissions homologues du Sénat)

- "Le Programme législatif et de travail de la Commission européenne pour l'année 2006".
- "La stratégie politique pour 2007".
- Exposé de M. Louis Michel, Commissaire européen en charge du Développement et de l'Aide humanitaire.
- Echange de vues.

Droit commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Présidente : Mme Annemie Roppe

➤ **MARDI 21 MARS 2006**

Projet et propositions de loi joints :

- Projet de loi complétant le Code des sociétés par des dispositions relatives à la publicité des rémunérations des administrateurs et des dirigeants de sociétés cotées en bourse et de sociétés de droit public, n° 1502/1 à 6.

Amendements de MM. Daems, Lenssen, Van Campenhout, Mme Marghem, Mme Pieters, M. Wathelet et M. Lano.

Avis du Conseil d'Etat et de la Commission de la protection de la vie privée.



- Proposition de loi (Muriel Gerkens) relative à la publicité des participations et des rémunérations individuelles des dirigeants d'entreprises cotées en bourse, n° 1505/1.
 - Proposition de loi (Yvan Mayeur) modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition en vue de garantir la transparence des salaires et avantages de toute nature dont jouissent les dirigeants d'entreprise, n° 243/1.
 - Proposition de loi (Ludo Van Campenhout) instaurant l'obligation de publier la rémunération de certains administrateurs, n° 1576/1.
- (Continuation, clôture et vote). (Rapporteur : M. Dylan Casaer).

- La discussion générale a été poursuivie et la discussion des articles a été entamée. Sont intervenus : MM. Hendrik Daems, Dylan Casaer, Mme Annemie Roppe, MM. Eric Massin, Eric Libert, Mme Trees Pieters et M. Bert Schoofs.
- Des amendements ont été déposés par M. Daems.

Prochaine réunion : mardi 28 mars 2006.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Hans Bonte

➤ **MARDI 21 MARS 2006**

Suivi de la mise en oeuvre de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

- Echange de vues avec le ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique.

- Rapporteur : Mme Maggie De Block.

- Sont intervenus : MM. Benoît Drèze, Koen Bultinck, Mmes Maggie De Block, Greet Van Gool, Muriel Gerkens, Pierrette Cahay-André, Simonne Creyf et Annelies Storms.

Prochaine réunion : mardi 28 mars 2006.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. Hendrik Daems

➤ **MARDI 21 MARS 2006**

1. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille de membres du personnel diplomatique et consulaire, conclu par échange de notes datées à Bruxelles le 19 février 2004 et le 18 mars 2004 - Transmis par le Sénat, n° 2351/1.

- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité, sans rapport.



2. Organisation pratique de l'observation des élections en RDC.

- Echange de vues.

- Le ministre de la Coopération au Développement ainsi qu'un représentant du ministre des Affaires étrangères ont pris la parole.

- Sont également intervenus : MM. Hervé Hasquin, Dirk Van der Maelen et Mme Magda De Meyer.

3. L'engagement de la Belgique en ce qui concerne la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction dans le cadre de la coopération internationale.

- Echange de vues.

4. Question de M. Daniel Ducarme au ministre de la Coopération au Développement sur "la grippe aviaire en Afrique" (n° 10529).

- Le ministre de la Coopération au Développement a répondu.

5. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Coopération au Développement sur "l'aide au Niger en ce qui concerne la grippe aviaire" (n° 10786).

- Le ministre de la Coopération au Développement a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au Développement sur "la cotisation de solidarité sur les billets d'avion et d'autres formes innovantes de financement de la coopération au développement" (n° 10817).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Coopération au Développement sur "les financements innovants pour le développement et la taxe sur les billets d'avion" (n° 10950).

- Le ministre de la Coopération au Développement a répondu.

7. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Coopération au Développement sur "la sécurité routière dans la coopération au développement" (n° 10889).

- Le ministre de la Coopération au Développement a répondu.

8. Question de M. Jacques Chabot au ministre de la Coopération au Développement sur "sa participation de prise de participation dans des banques de la Belgolaise" (n° 10940).

- Le ministre de la Coopération au Développement a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 29 mars 2006.



Economie

COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Paul Tant

➤ **MERCREDI 22 MARS 2006**

Projet et proposition de loi joints:

- Projet de loi sur la protection de la concurrence économique, n° 2180/1. (Rapporteur : Pierre Lano)
- Proposition de loi (Simonne Creyf, Trees Pieters) modifiant la loi coordonnée sur la protection de la concurrence économique, n° 282/1. (Continuation). (Rapporteur : Pierre Lano)
- Amendements de Mme Creyf cs., de M. Lano cs. et de Mme Lalieux cs.
- Le ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique et la commission ont consenti à la plupart des remarques de la note du service juridique.
- Sur proposition du ministre, la commission marque son accord pour modifier la qualification du projet de loi dans son article 1^{er} en une qualification mixte. Dès lors, les articles 12 à 34 et 73 à 83 concernent une matière visée à l'article 77 de la Constitution et les articles 2 à 11, 35 à 72 et 84 et suivants concernent une matière visée à l'article 78 de la Constitution.
- Les amendements n°s 1 à 10, 12 et 18 à 29, ainsi que les articles ainsi modifiés, ont été adoptés.
- Les amendements n°s 14 et 16 ont été rejetés et les amendements n°s 11, 13, 15 et 17 ont été retirés.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé et corrigé, a été adopté à l'unanimité.

Prochaine réunion : mardi 28 mars 2006.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Philippe Montils

➤ **MERCREDI 22 MARS 2006**

1. Question de M. Koen Bultinck au ministre de la Défense sur "l'avenir du meeting aérien de Koksijde" (n° 10583).
 - Le ministre de la Défense a répondu.
2. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "la sérothèque-biothèque" (n° 10665).
 - Le ministre de la Défense a répondu.



3. Interpellation de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "l'assignation de l'Etat belge par quatre anciens chirurgiens du Centre des grands brûlés de l'hôpital militaire" (n° 815).

- Le ministre de la Défense a répondu.
- Aucune motion n'a été déposée.

4. Question de M. Staf Neel au ministre de la Défense sur "le transfert de l'Institut Royal Supérieur de Défense" (n° 10740).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de M. Staf Neel au ministre de la Défense sur "le paiement d'intérêts de retard" (n° 10741).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la chute d'appareillage électronique d'un F-16" (n° 10799).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Ingrid Meeus au ministre de la Défense sur "la politique de développement durable au département de la Défense" (n° 10838).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les actions en matière de développement durable au sein des forces armées belges" (n° 10951).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de M. Theo Kelchtermans au ministre de la Défense sur "la mise à disposition d'un pilote sud-africain au 15e wing de transport belge" (n° 10844).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Talbia Belhouari au ministre de la Défense sur "la présence féminine à l'armée belge" (n° 10859).
- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "la présence féminine au sein des forces armées" (n° 10961).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Interpellations jointes :

- Interpellation de M. Pieter De Crem au ministre de la Défense sur "la fusion annoncée entre l'hôpital militaire Reine Astrid et l'hôpital Brugmann" (n° 822).
- Interpellation de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "la situation en ce qui concerne l'intégration de l'hôpital militaire au sein de l'hôpital Brugmann" (n° 826).



- Le ministre de la Défense a répondu.
- Une première motion de recommandation a été déposée par M. Pieter De Crem.
- Une deuxième motion de recommandation a été déposée par MM. Luc Sevenhans et Staf Neel.
- Une première motion pure et simple a été déposée par Mmes Talbia Belhouari et Ingrid Meeus.
- Une deuxième motion pure et simple a été déposée par Mmes Talbia Belhouari et Ingrid Meeus.

11. Question de Mme Ingrid Meeus au ministre de la Défense sur "la vente d'équipements et de vêtements de la Défense aux associations de jeunesse" (n° 10958).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Proposition de loi (Thierry Giet, Daniel Bacquelaine, Stef Goris, Dirk Van der Maelen) précisant la loi complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes, et au commerce des munitions, n° 2311/1.

- Rapporteur : Mme Ingrid Meeus.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenus : MM. Stef Goris, Thierry Giet, Robert Denis, Luc Sevenhans, Dirk Van der Maelen, Mme Ingrid Meeus et MM. Joseph Arens et Philippe Monfils.
- Un amendement a été déposé par MM. Denis et Monfils.
- L'amendement n° 1 a été rejeté par 10 voix contre 4.
- L'article 1er a été adopté à l'unanimité et l'article 2 a été adopté par 10 voix et 4 abstentions.
- Une correction a été adoptée.
- L'ensemble de la proposition de loi, telle que corrigée, a été adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

Président : M. Guy Swennen

➤ **MERCREDI 22 MARS 2006**

Projet de loi réformant le divorce, n° 2341/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Patrick De Groote) modifiant le Code civil et le Code judiciaire en ce qui concerne l'autorisation de percevoir accordée aux créanciers d'aliments, n°s 139/1 et 2.
- Proposition de loi (Patrick De Groote) modifiant l'article 391bis du Code pénal, n°s 140/1 et 2.
- Proposition de loi (Marie Nagy) insérant un article 233bis dans le Code civil et modifiant l'article 1er de la loi du 27 juin 1960 sur l'admissibilité du divorce lorsqu'un des conjoints au moins est étranger, n° 223/1.
- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Tony Van Parys, Jo Vandeurzen, Liesbeth Van der Auwera, Carl Devlies) modifiant un certain nombre de dispositions relatives au divorce et instaurant le divorce pour cause de désunion irrémédiable des époux, n° 295/1.
- Proposition de loi (Anne Barzin, Marie-Christine Marghem) modifiant, en ce qui concerne la pension alimentaire dans le cadre du divorce pour cause de séparation de fait, l'article 307bis du Code civil, n° 463/1.
- Proposition de loi (Patrick De Groote) modifiant l'article 307bis du Code civil, n°s 679/1 et 2.
- Proposition de loi (Patrick De Groote) modifiant l'article 276 du Code civil, n° 680/1 et 2.



- Proposition de loi (Patrick De Groote) modifiant certaines dispositions relatives au divorce, n° 728/1 et 2.
- Proposition de loi (Patrick De Groote) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la révision de la convention conclue en cas de divorce par consentement mutuel, n°s 729/1 et 2.
- Proposition de loi (Martine Taelman, Alfons Borginon, Claude Marinower, Guy Hove) réformant le droit du divorce et instaurant le divorce sans faute, n° 737/1.
- Proposition de loi (Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Thierry Giet) modifiant le Code judiciaire afin de rendre l'exécution provisoire de plein droit en ce qui concerne les obligations alimentaires et de permettre au juge d'accorder d'office au débiteur d'aliments des termes et délais, n° 797/1 et 2.

Amendement de M. Yvan Mayeur.

- Proposition de loi (Muriel Gerkens) modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la contribution des père et mère à l'éducation de leurs enfants, n° 1101/1.
- Proposition de loi (Melchior Wathelet, Jean-Jacques Viseur) modifiant le Code civil en vue d'objectiver le calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants, n° 1145/1.
- Proposition de loi (Alain Courtois, Olivier Maingain, Jean-Pierre Malmendier) modifiant l'article 232 du Code civil relatif au divorce pour cause de séparation de fait de plus de deux ans en vue de supprimer une discrimination relevée par la Cour d'arbitrage, n° 1354/1.
- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Batteau, Alain Courtois, Guido De Padt, Martine Taelman) relative à l'obligation de donner l'autorisation de percevoir en cas de non-paiement d'une pension alimentaire, n° 1480/1.
- Proposition de loi (Guy Swennen) visant à simplifier le divorce par consentement mutuel et à instaurer la déductibilité fiscale partielle des frais y afférents, n° 1564/1.
- Proposition de loi (Melchior Wathelet) modifiant certaines dispositions du Code civil et du Code judiciaire en vue de réformer le droit du divorce et d'instaurer le divorce pour cause de désunion irrémédiable, n° 1738/1.
- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Tony Van Parys) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la médiation en matière familiale, n° 1886/1.
- Proposition de loi (Valérie Déom, Eric Massin, Annick Saudoyer, André Perpète, Colette Burgeon, Yvan Mayeur, Talbia Belhouari, Thierry Giet) modifiant le Code civil en vue de réformer le divorce, n° 2069/1.
- Proposition de loi (Marie-Christine Marghem, Olivier Maingain) visant à instaurer une réforme globale du divorce, n° 2102/1.
- Proposition de loi (Guy Swennen) modifiant le Code judiciaire en vue d'imposer, dans toute action concernant des enfants, la médiation préalable dans les matières familiales, n° 2188/1.
- Proposition de loi (Guy Swennen) instaurant le divorce par arbitrage, n° 2288/1.

- Désignation d'un rapporteur.

- Introduction du ministre.

- Rapporteurs : Mme Valérie Déom et M. Servais Verherstraeten.

2. Ordre des travaux.

Prochaine réunion : mercredi 29 mars 2006.



Affaires sociales et Cour des comptes

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOUS-COMMISSION
"COUR DES COMPTES"

Présidents : MM. Hans Bonte et Luk Van Biesen

➤ **MERCREDI 22 MARS 2006**

Rapport de la Cour des comptes sur "l'estimation et la maîtrise des soins de santé".

- Echange de vues avec les représentants de la Cour des comptes et du cabinet du ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.
- Exposés introductifs de MM. I. Desomer et M. de Fays, conseillers à la Cour des comptes.
- Le point de vue du ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a été présenté par son représentant, M. F. Perl.
- Sont intervenus : Mmes Hilde Dierickx, Maggie De Block et Pierrette Cahay-André et MM. Luc Goutry, Jacques Germeaux et Koen Bultinck.

Questions européennes et Affaires sociales

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DE QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Présidents : MM. Herman De Croo et Hans Bonte

➤ **MERCREDI 22 MARS 2006**

(Réunion commune avec les commissions homologues du Sénat)

Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement (Bruxelles, les 23 et 24 mars 2006).

- Exposé du premier ministre sur les positions de la Belgique.
- Echange de vues.

Sectes

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ D'ASSURER LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE "SECTES"

Président : M. André Frédéric

➤ **JEUDI 23 MARS 2006**

Approbation du rapport de M. Jean-Pierre Malmendier.

- Le rapport de M. Jean-Pierre Malmendier a été approuvé à l'unanimité.





SÉANCE PLÉNIÈRE

Ce chapitre mentionne:

- *les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;*
- *l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;*
- *le résultat des votes.*

Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);

Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir “les publications de la Chambre” en dernière page du présent bulletin). ”

➤ JEUDI 23 MARS 2006 APRÈS-MIDI (198)

PROJETS DE LOI ET PROPOSITION

1. Projet de loi modifiant la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, n° 2298/1 à 3.

Ce projet de loi vise à simplifier la procédure d'octroi des cartes professionnelles. Il établit une procédure en deux étapes: le fonctionnaire délégué prend seul une décision en première instance.

Le demandeur qui s'est vu refuser la carte professionnelle peut introduire un recours auprès du Ministre des Classes moyennes.

Celui-ci prend sa décision après avis du Conseil d'enquête économique pour étrangers qui devient un organe d'avis dans le cadre de la procédure d'appel.

Le projet de loi (n° 2298) est adopté par 110 voix contre 12

2. Proposition de résolution (Mme Muriel Gerkens) relative à la crise qui frappe les producteurs de café, n° 27/1 à 7.

La proposition de résolution (n° 27) est adoptée par 108 voix et 11 abstentions



3. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 18 mai 2004, n° 2275/1.

Le projet de loi (n° 2275) est adopté à l'unanimité des 122 votants

4. Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :
 1. Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996
 2. Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996 n° 2276/1.

Le projet de loi (n° 2276) est adopté par 113 voix et 4 abstentions

5. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, fait à Luxembourg le 11 octobre 2004, n° 2277/1.

Le projet de loi (n° 2277) est adopté à l'unanimité des 120 votants

6. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, et à l'Annexe, faits à Rome le 15 décembre 2003, n° 2278/1.

Le projet de loi (n° 2278) est adopté à l'unanimité des 120 votants

7. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Communauté andine et ses Pays membres (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, et à l'Annexe, faits à Rome le 15 décembre 2003, n° 2333/1.

Le projet de loi (n° 2333) est adopté à l'unanimité des 124 votants

8. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de Sécurité OCCAR entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République italienne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, fait à Paris le 24 septembre 2004, n° 2334/1.

Le projet de loi (n° 2334) est adopté à l'unanimité des 124 votants



9. Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en matière de revenus mobiliers, n°s 2323/1 et 2.

Le projet de loi a pour objet de réparer différents textes de loi où quelques lacunes ou inexactitudes ont été décelées, d'apporter une solution au problème des revenus mobiliers attribués en nature et d'aboutir à un régime fiscal plus souple en matière de paiements de revenus mobiliers d'origine étrangère et de certains revenus mobiliers belges et en matière de perception du précompte mobilier sur ces revenus qui permette aux opérateurs belges du secteur financier d'avoir une position concurrentielle par rapport aux entreprises établies à l'étranger.

Le projet de loi (n° 2323) est adopté par 119 voix contre 4

10. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille de membres du personnel diplomatique et consulaire, conclu par échange de notes datées à Bruxelles le 19 février 2004 et le 18 mars 2004, n° 2351/1.

Le projet de loi (n° 2351) est adopté à l'unanimité des 124 votants

QUESTIONS ORALES

Fraude aux naturalisations et la modification de la législation relative à la nationalité

Questions jointes de :

- Mme Simonne Creyf (CD&V) (n° P1292)
- M. Filip De Man (Vlaams Belang) à la vice-première ministre et ministre de la Justice (n° P1293)

Enfermement d'enfants au centre fermé de Vottem

Questions jointes de :

- Mme Muriel Gerkens (Ecolo) (n° P1296)
- M. Benoît Drèze (cdH) (n° P1297)
- M. Mohammed Boukourna (PS) au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur (n° P1298)

Attaques de fourgons

Question de :

Mme Jacqueline Galant (MR) au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur (n° P1299)



Contrôles fiscaux dans les milieux du football

Question de :

M. Eric Massin (PS) au vice-premier ministre et ministre des Finances (n° P1294)

Palais de justice d'Anvers

Question de :

M. Servais Verherstraeten (CD&V) au vice-premier ministre et ministre des Finances (n° P1295)

Dumping social au SHAPE

Question de :

M. Jean-Marc Nollet (Ecolo) au ministre de la Défense (n° P1300)

Etalonnage et homologation des caméras automatiques

Questions jointes de :

- M. Ortwin Depoortere (Vlaams Belang) (n° P1301)
- M. Dirk Claes (CD&V) (n° P1302)
- M. Dylan Casaer (sp.a-spirit) au ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique (n° P1303)

Intervention de l'Inami dans les frais de déplacement dans le secteur de l'aide et des soins à domicile

Question de :

M. Joseph Arens (cdH) au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P1304)

Petits risques pour les indépendants

Question de :

Mme Greet van Gool (sp.a-spirit) au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P1305)



Liste européenne de compagnies aériennes dangereuses interdites sur le territoire de l'UE

Question de :

Mme Dominique Tilmans (MR) au ministre de la Mobilité (n° P1306)

Règle de la priorité de droite

Question de :

M. Guido De Padt (VLD) au ministre de la Mobilité (n° P1307)

VOTES NOMINATIFS SUR LES MOTIONS

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Guido Tastenhoye (Vlaams Belang) au ministre des Affaires étrangères sur « la dernière version de la directive Bolkestein et la position du gouvernement belge » (n° 796)
(développées en réunion publique de la commission des Relations extérieures du 14 mars 2006)

Deux motions ont été déposées (MOT 51 796/001)

- une motion de recommandation par Gerolf Annemans (Vlaams Belang) et Guido Tastenhoye (Vlaams Belang)
- une motion pure et simple par Inga Verhaert (sp.a-spirit), Walter Muls (sp.a-spirit), Miguel Chevalier (VLD) et Josée Lejeune (MR)

La motion pure et simple est adoptée par 79 voix contre 39 et 3 abstentions





QUESTIONS ECRITES

NOMBRE DE QUESTIONS ECRITES EN RETARD PAR MINISTRE (22/03/2006) (Session 2005-2006)

Le présent tableau mentionne par ministre le nombre de questions en retard, le nombre total de questions posées ainsi que le pourcentage que représentent les retards.

			%
1.	G. VERHOFSTADT, Premier ministre	0	119 0,0
2.	L. ONKELINX, Justice	148	972 15,2
3.	D. REYNDERS, Finances	144	1196 12,0
4.	F. VAN DEN BOSSCHE, Budget	13	87
5.	F. VAN DEN BOSSCHE, Protection de la consommation	8	190
	Total.....	21	277 7,6
6.	P. DEWAEL, Intérieur	82	940 8,7
7.	K. DE GUCHT, Affaires extérieures	60	339 17,7
8.	A. FLAHAUT, Défense nationale	13	369 3,5
9.	M. VERWILGHEN, Economie	29	436
10.	M. VERWILGHEN, Energie	4	171
11.	M. VERWILGHEN, Commerce extérieur	14	68
12.	M. VERWILGHEN, Politique scientifique	27	102
	Total.....	74	777 9,5
13.	R. DEMOTTE, Affaires sociales	81	452
14.	R. DEMOTTE, Santé publique	132	720
	Total.....	213	1172 18,2
15.	S. LARUELLE, Classes moyennes	0	114
16.	S. LARUELLE, Agriculture	0	88
	Total.....	0	202 0,0
17.	A. DE DECKER, Coopération au développement	4	115 3,5



18. Chr. DUPONT, Affaires administratives	2	199	
19. Chr. DUPONT, Intégration sociale	16	190	
20. Chr. DUPONT, Politique des grandes villes	3	58	
21. Chr. DUPONT, Egalité des chances	29	99	
Total.....	50	546	9,2
22. R. LANDUYT, Mobilité	47	451	10,4
23. B. TOBBCACK, Environnement.....	5	95	
24. B. TOBBCACK, Pensions	8	155	
Total.....	13	250	5,2
25. P. VANVELTHOVEN, Emploi	58	484	12,0
26. H. JAMAR, Modernisation des finances, Lutte contre la fraude fiscale	4	64	6,3
27. V. VAN QUICKENBORNE, Simplification administrative	0	79	0,0
28. D. DONFUT, Affaires européennes.....	0	54	0,0
29. E. VAN WEERT, Développement durable	2	59	
30. E. VAN WEERT, Economie sociale.....	1	63	
Totaal.....	3	122	2,5
31. G MANDAILA MALAMBA, Famille et personnes avec un handicap	4	85	4,7
32. B. TUYBENS, Entreprises publiques	173	920	18,8

NOMBRE DE QUESTIONS ECRITES EN RETARD PAR MINISTRE (22/03/2006) (Session 2005-2006)

Ce tableau mentionne par ministre les questions en retard depuis plus de trois mois, ainsi que les retards de plus de six mois

		<u>Retard de plus de 3 mois</u>	<u>Retard de plus de 6 mois</u>
1. G VERHOFSTADT, Premier ministre	-	-	-
2. L. ONKELINX, Justice	21	84	
3. D. REYNDERS, Finances	29	86	



	<u>Retard de plus</u> <u>de 3 mois</u>	<u>Retard de plus</u> <u>de 6 mois</u>
4. F. VAN DEN BOSSCHE, Budget	1	11
5. F. VAN DEN BOSSCHE, Protection des consommateurs	1	2
Total.....	2	13
6. P. DEWAEL, Intérieur	20	32
7. K. DE GUCHT, Affaires étrangères	12	32
8. A. FLAHAUT, Défense	2	10
9. M. VERWILGHEN, Economie.....	8	17
10. M. VERWILGHEN, Energie	2	-
11. M. VERWILGHEN, Commerce extérieur	4	8
12. M. VERWILGHEN, Politique scientifique.....	8	12
Total.....	22	37
13. R. DEMOTTE, Affaires sociales	16	44
14. R. DEMOTTE, Santé publique	24	62
Total.....	40	106
15. S. LARUELLE, Classes moyennes	-	-
16. S. LARUELLE, Agriculture.....	-	-
Total.....	-	-
17. A. DE DECKER, Coopération au développement.....	-	3
18. Chr. DUPONT, Fonction publique.....	1	-
19. Chr. DUPONT, Intégration sociale	5	8
20. Chr. DUPONT, Politique des grandes villes	2	-
21. Chr. DUPONT, Egalité de chances	10	17
Total.....	18	25
22. R. LANDUYT, Mobilité	19	20
23. B. TOBBCACK, Environnement.....	3	-
24. B. TOBBCACK, Pensions	1	1
Total.....	4	1
25. P. VANVELTHOVEN, Emploi	17	23
26. H. JAMAR, Modernisation des finances, Lutte contre la fraude fiscale	3	1



	<u>Retard de plus de 3 mois</u>	<u>Retard de plus de 6 mois</u>
27. V. VAN QUICKENBORNE, Simplification administrative	-	
28. D. DONFUT, Affaires européennes.....	-	
29. E. VAN WEERT, Développement durable.....	-	
30. E. VAN WEERT, Economie sociale.....	-	
Total.....		-
31. G. MANDAILA MALAMBA, Famille et personnes handicapées		3
32. B. TUYBENS, Entreprises publiques	49	64



RELATIONS INTERNATIONALES

VENDREDI 3 MARS 2006

IRAK

Le vendredi 3 mars 2006, la Chambre des représentants a accueilli une délégation de jeunes diplomates irakiens. Le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement a proposé à la délégation, du 20 février au 3 mars 2006, un programme de formation adapté dans le cadre de la contribution et des efforts de la Belgique en faveur de la diplomatie préventive et du *capacity and institution building*.

Après une audience auprès du Président de la Chambre, M. Herman De Croo (*voir p. 3*), le programme s'est poursuivi par une introduction générale, présentée par un fonctionnaire de la Chambre, sur le rôle du parlement fédéral au sein de la structure fédérale de l'Etat belge.

Les membres de la délégation ont rencontré M. François-Xavier de Donnea, ministre d'Etat, Président du groupe belge de l'Union interparlementaire et membre de la Chambre des représentants, ainsi que M. Mohammed Boukourna, membre de la Chambre.

Les membres de la délégation se sont entretenus avec M. Robert Myttenaere, Secrétaire général de la Chambre des représentants, à propos de la diplomatie parlementaire et de la participation du Parlement à des institutions parlementaires internationales.

Un fonctionnaire de la Chambre a ensuite présenté un exposé sur le fonctionnement du Comité d'avis chargé des Questions européennes.

Une courte visite guidée du Palais de la Nation a clôturé le programme de stage.





COMMUNIQUES DE PRESSE

COMMUNIQUÉS DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

VOUS POUVEZ CONSULTER CES COMMUNIQUÉS DE PRESSE SUR NOTRE SITE : WWW.LACHAMBRE.BE, SOUS LA RUBRIQUE « À LA UNE » ET/OU « COMMUNIQUÉS DE PRESSE ».

➤ MERCREDI 22 MARS 2006

PRESENTATION DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL CHARGE D'ASSURER LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE « SECTES »

JEUDI 23 MARS 2006 À 11 HEURES

Le groupe de travail chargé d'assurer le suivi des recommandations de la commission d'enquête parlementaire « sectes » présentera son rapport ce jeudi 23 mars 2006 à 11 heures à la salle européenne.

Pour rappel : composition du groupe de travail

Président:

- [Frédéric André](#), PS

Vice-Président(s):

- [Van Parys Tony](#), CD&V

Membres Effectifs:

- [Casaer Dylan](#), SPASPI
- [Caslo Nancy](#), VB
- [Frédéric André](#), PS
- [Lavaux David](#), CDH
- [Malmendier Jean-Pierre](#), MR
- [Van Parys Tony](#), CD&V
- [Vautmans Hilde](#), VLD



➤ JEUDI 23 MARS 2006

PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL 2005 DU COLLÈGE DES MÉDIATEURS FÉDÉRAUX

**VENDREDI 31 MARS 2006 À 11 HEURES
À LA PRÉSIDENCE DE LA CHAMBRE**

Le Collège des médiateurs fédéraux remettra son rapport annuel 2005 au président de la Chambre De Croo et aux membres de la Commission des Pétitions de la Chambre le vendredi 31 mars 2006 à 11 heures, dans les salons de la présidence.

Après une introduction du président de la Chambre, les médiateurs fédéraux, Monsieur SCHUERMANS et Madame DE BRUECKER présenteront le contenu de leur rapport 2005: notamment les dysfonctionnements constatés, la plus-value de leurs actions, les recommandations formulées, le suivi réservé aux recommandations des exercices précédents, etc ...

Pour rappel :

Les médiateurs fédéraux, Monsieur Guido SCHUERMANS (N) et Madame Catherine DE BRUECKER (F), examinent les plaintes des citoyens au sujet de leurs relations avec les administrations fédérales et leur proposent des solutions.

Chaque année, ils informent la Chambre des représentants des irrégularités et des lacunes qu'ils ont constatées dans le cadre de leurs missions auprès des administrations fédérales. Ils formulent ensuite des recommandations sur la base des constatations.

Contact :

Madame De BRUECKER, Médiatrice fédérale
Collège des médiateurs fédéraux
Rue Ducale, 43 – 1000 Bruxelles (02/289.27.23 - fax : 02/289.27.35)
E-mail : email@mediateurfederal.be
Adresse internet : www.mediateurfederal.be



PUBLICATIONS

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Documents parlementaires :

- 3-1533/1 (SÉNAT)
51 2309/001 (CHAMBRE) DU 1^{ER} FÉVRIER 2006

Rapport sur le Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005

Bulletin des questions et réponses :

- 51/111 DU 6 MARS 2006
Questions et réponses écrites





CONSEIL DES MINISTRES

Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.

Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://fgov.be>. (rubrique Actualités)

➤ CONSEIL DES MINISTRES DU 17 MARS 2006

COMMERCE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

A côté du conseil des Ministres classique, un conseil thématique s'est tenu sous la présidence du Premier ministre, en vue d'une meilleure protection des consommateurs et davantage de commerce.

Quatre grands principes axent le projet:

- plus d'autorégulation, via des accords de consommation entre les secteurs et les organisations de consommateurs,
- plus de clarté au niveau des conditions contractuelles et des pratiques commerciales,
- une adaptation de la législation sur les heures et jours d'ouverture,
- une plus grande autonomie locale.

ORDRE DES ARCHITECTES

Mise en conformité avec la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales

Sur proposition de Mme Sabine Laruelle, ministre des Classes moyennes, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des Architectes. L'avant-projet supprime la faculté qu'a l'assesseur juridique de faire appel d'une décision disciplinaire à laquelle il a pris part lors d'un conseil de l'Ordre des Architectes. Cette possibilité viole en effet la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, article 6.1. La Cour de Cassation l'a confirmé dans son arrêt du 22 décembre 2005.



INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE

Modifications des conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire

Sur proposition de M. Renaat Landuyt, ministre de la Mobilité, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi relatif à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire. L'avant-projet abroge et remplace l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire. L'avant-projet réalise, en outre, la transposition complète de la directive européenne 2004/49/CE. Les dispositions relatives à la licence ferroviaire sont révisées dans le sens d'une simplification des conditions en matière de capacité professionnelle.

HEURES D'OUVERTURE DANS LE COMMERCE AU DÉTAIL

Modification de la législation sur le repos hebdomadaire, les heures d'ouverture

Sur proposition de Madame Sabine Laruelle, ministre des Classes moyennes, le Conseil des ministres a approuvé l'avant-projet de loi adaptant l'actuelle législation concernant les heures d'ouverture dans le secteur du commerce de détail. Cette législation est vieille de plus de trente ans et nécessite donc une modernisation. C'est la loi du 22 juin 1960, qui instaure le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce et la loi du 24 juillet 1973 la fermeture obligatoire du soir dans le commerce. L'obligation du repos hebdomadaire a pour but de préserver la vie sociale des indépendants et des salariés dans une majorité de secteurs économiques.

Les dispositions relatives à la fermeture du soir et au repos hebdomadaire sont dorénavant regroupées et le champ d'application de la loi est clarifié.

COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

Lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale fait à Prüm, le 27 mai 2005..



BIOCARBURANTS

Actualisation du taux d'accises et fixation des modalités d'application

Sur proposition de M. Didier Reynders, ministre des Finances, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi concernant les biocarburants. L'avant-projet détermine les modalités d'application de l'exonération d'accise en matière de bioéthanol et de biodiesel. L'avant-projet est transmis, pour avis, au Conseil d'Etat.

LUTTE CONTRE LES RAPTS PARENTAUX

Un nouvel outil juridique pour lutter contre les raptis parentaux entre pays européens : transposition en droit belge du Règlement européen « Bruxelles II bis »

Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre de la Justice, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi visant à assurer la mise en oeuvre du règlement (CE 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003) relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, et abrogeant le règlement (CE 1347/2000 de la Convention européenne de Luxembourg du 20 mai 1980) sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, ainsi que de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

ACCORDS DE CONSOMMATION

Les organisations de consommateurs et les fédérations professionnelles peuvent négocier et conclure des accords entre elles

Sur proposition de Mme Freya Van den Bossche, ministre de la Protection de la Consommation, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi permettant aux organisations de consommateurs et aux fédérations professionnelles de négocier et de conclure des accords entre elles. Les lois restent certes indispensables en tant que cadre général, mais trop souvent elles sont en décalage par rapport au rythme auquel la société évolue. Si les organisations de consommateurs et les fédérations professionnelles peuvent aboutir à des accords, le consommateur aura la garantie d'une protection encore meilleure. La société se transforme à un tempo vertigineux. Ainsi, la libéralisation du marché de l'énergie a généré nombre de difficultés et de problèmes pour les consommateurs. De même, dans le domaine des télécommunications, en mutation permanente, la protection des consommateurs présente des lacunes. Les lois et les réglementations visant à les protéger arrivent parfois trop tard. Et une fois qu'elles sont d'application, elles ont du mal à coller à la réalité sans cesse changeante. Le résultat est une protection insuffisante du consommateur. La mesure entend responsabiliser les associations de consommateurs et les organisations professionnelles en leur donnant la possibilité de conclure elles-mêmes des accords.



DOMICILIATION

Interdiction d'augmenter le prix d'un service en raison d'un refus du consommateur de payer par domiciliation bancaire

Sur proposition de Mme Freya Van den Bossche, ministre de la Protection de la Consommation, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi concernant la domiciliation. Selon cet avant-projet de loi, les vendeurs ne peuvent plus augmenter le prix d'un service si le consommateur refuse de payer par domiciliation bancaire ou de recevoir ses factures par courrier électronique.



ANNEXES





DEMANDES D'INTERPELLATION

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ 823 Santé publique

Interpellation de M. Patrick DE GROOTE au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur « un SMUR/EIP pour le Brabant flamand ».

Idem n° 465 M. Patrick DE GROOTE

➤ 824 Economie

Interpellation de M. Mark VERHAEGEN au ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur « le secteur nucléaire et les perspectives d'avenir pour la Campine ».

➤ 825 Santé publique

Interpellation de Mme Muriel GERKENS au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur « les soins palliatifs ».

Idem n° 818 M. Luc GOUTRY

Idem n° 821 M. Koen BULTINCK

➤ 826 Défense nationale

Interpellation de M. Luc SEVENHANS au ministre de la Défense sur « la situation en ce qui concerne l'intégration de l'hôpital militaire au sein de l'hôpital Brugmann ».

Idem n° 822 M. Pieter DE CREM

➤ 827 Economie

Interpellation de M. Paul TANT à la ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture sur « la crise qui frappe le secteur de l'horticulture ornementale par suite des températures hivernales particulièrement basses et des frais élevés de chauffage qui en découlent ».

➤ 828 Santé publique

Interpellation de M. Bart LAEREMANS au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur « l'équipe paramédicale d'intervention pour Hal ».

Idem n° 823 M. Patrick DE GROOTE



➤ **829 Economie**

Interpellation de M. Paul TANT à la ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture sur « la crise de l'influenza aviaire dans les abattoirs de volaille de Belgique ».

➤ **830 Santé publique**

Interpellation de Mme Zoé GENOT au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur « le non-respect généralisé de la réglementation sur les heures de travail des médecins candidats-spécialistes et plus particulièrement des prescrits de l'arrêté ministériel du 30 avril 1999 et les dangers qu'il leur fait encourir ainsi qu'à leurs patients ».

➤ **831 Infrastructure**

Interpellation de M. Pieter DE CREM au ministre de la Mobilité sur « les conséquences de l'arrêt de la cour d'appel de Bruxelles concernant les nuisances sonores dues aux vols en partance et à destination de Zaventem ».

➤ **832 Infrastructure**

Interpellation de Mme Joëlle MILQUET au ministre de la Mobilité sur « les conséquences de l'arrêt de la Cour d'appel du 21 mars 2006 sur le plan de répartition des vols de Bruxelles national et la nécessité d'un nouveau plan de répartition des nuisances équilibré ».

Idem n° 831 M. Pieter DE CREM

➤ **833 Infrastructure**

Interpellation de M. Bart LAEREMANS au ministre de la Mobilité sur « l'arrêt retentissant rendu par la Cour d'appel de Bruxelles à propos de Zaventem et des amendes qui sont actuellement infligées aux compagnies aériennes ».

Idem n° 831 M. Pieter DE CREM

Idem n° 832 Mme Joëlle MILQUET

➤ **834 Infrastructure**

Interpellation de M. Patrick DE GROOTE au ministre de la Mobilité sur « le plan de dispersion pour l'aéroport de Zaventem ».

Idem n° 831 M. Pieter DE CREM

Idem n° 832 Mme Joëlle MILQUET

Idem n° 833 M. Bart LAEREMANS



PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS, RAPPORTS DE COMMISSIONS ET COMPTES-RENDUS

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (texte de base, avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission etc.... qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires relatifs aux projets de loi et propositions peuvent être obtenus auprès des services des Affaires générales de la Chambre ou au comptoir des documents de la Chambre (voir dernière page du bulletin: publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique).

Ils peuvent être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « séances plénières », compte rendu analytique et intégral et sous la rubrique « commissions », discussion des textes de loi.





ADDENDA





AGENDA DES SEANCES PLENIERES ET DES REUNIONS DE COMMISSIONS

Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre (www.lachambre.be), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».

TABLEAU DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS EN COURS D'EXAMEN

Mise à jour au 28 mars 2006

Proposition :	initiative parlementaire
Projet :	initiative du gouvernement ou proposition adoptée par la Chambre ou le Sénat
C :	Chambre
S :	Sénat
CIR :	Code des impôts sur les revenus
UEBL :	Union économique belgo-luxembourgeoise
CONST :	Constitution

(1) La procédure législative est déterminée par les matières dont la Constitution attribue la compétence respectivement à la Chambre et au Sénat

- CONST, art. 74 matières de la compétence de la Chambre des représentants seule ;
- CONST, art. 77 matières de la compétence de la Chambre des représentants et du Sénat ;
- CONST, art. 78 matières de la compétence de la Chambre des représentants, mais pour lesquelles le Sénat dispose d'un droit d'évocation ;
- CONST, art. 81: si le Sénat, en vertu de son droit d'initiative, adopte une proposition de loi dans les matières visées à l'art. 78, le projet de loi est transmis à la Chambre.

(2) Les projets de loi qui n'ont plus été examinés en commission depuis deux mois ne figurent pas au présent tableau.

(3) Ces projets et propositions de loi sont en attente de promulgation. Ils réapparaîtront au présent tableau lors de leur publication au Moniteur belge.

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :		ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Proposition de résolution			A – en commission le 08.03.06 A – en séance plénière le 23.03.06	-	-
Crise de producteurs de café	C 25.06.2003				
<i>Relations extérieures</i>					
Propositions de loi (jointes)					
Elections – Incidence financière programmes électoraux					
C 0031/1-SE/2003	C 26.06.2003				
Calcul incidence financière programmes électoraux					
C 0032/1-SE/2003	C 26.06.2003				
<i>Intérieur</i>					
Propositions de loi (jointes)					
Transparence procédures liquidation à l’égard des tiers					
C 0060/1-SE/2003	C 09.07.2003				
Sociétés déficitaires – Procédure de liquidation					
C 1906/1-2004/2005	C 01.07.2005				
<i>Droit commercial</i>					
Proposition de loi					
Destination locaux d’officines pharmaceutiques					
C 0264/1-SE/2003	C 08.10.2003				
<i>Santé publique</i>					

OBJET		PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSSION R : REJETÉ	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :				DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Propositions de loi (jointes)					
Parenté sociale C 0393/1-2003/2004	C 06.11.2003	78	<i>Droit de la Famille</i> : D – en commission les 20.04.05, 08.03.06 et 15.03.06			
Reconnnaissance titre de deuxième parent couples homoparentaux C 0520/1-2003/2004	C 01.12.2003	78	<i>Justice</i> : D – en commission les 24.05, 31.05, 07.06, 15.06, 22.06.05, 06.07, 12.07.05 et 14.02.06			
Adoption par des couples homosexuels C 0664/1-2003/2004	C 07.01.2004	78				
Adoption par couples du même sexe C 0666/1-2003/2004	C 08.01.2004	78				
Adoption par couples de même sexe C 0667/1-2003/2004	C 08.01.2004	78				
Adoption par des personnes de même sexe C 0980/1-2003/2004	C 30.03.2004	78				
Adoption par personnes de même sexe C 1144/1-2003/2004	C 19.05.2004	78				
Justice	Sous-commission « Droit de la Famille »					
Déclaration et actes de décès C 0675/1-2003/2004	C 13.01.2004	78	D – en commission les 27.10.05 et 22.03.06			
Justice	Propositions de loi (jointes)					
Panneaux ou affiches publicitaires – Plus de 4m ² C 0751/1-2003/2004	C 29.01.2004		D – en commission le 15.03.06			
C 0752/1-2003/2004	C 29.01.2004	77				
C 0753/1-2003/2004	C 29.01.2004	77				
						<i>Intérieur</i>

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Cour des comptes – Consultation dossier S 0318/1-2003/2004 C 0766/1-2003/2004				
Finances	Propositions de résolution (jointes)	A – en commission le 10.03.04 A – en séance plénière le 29.01.04	A – en séance plénière le 29.01.04	Loi du 12.05.04 M.B. 17.03.06
Permis de conduire C 0963/1-2003/2004 Deux roues motorisés promotion mobilité et sécurité routière C 1937/1-2004/2005		A – en séance plénière le 18.03.04		
Infrastructure	Propositions de loi (jointes)	D – en commission les 20.04.05 et 22.03.06	-	-
Stationnements professionnels de la santé – Visites à domicile C 1103/1-2003/2004 Médecins et services de secours – Cas d'urgence – Règles de stationnement C 1669/1-2004/2005 Emplacements de stationnement réservés – Carte communale d'autorisation C 1643/1-2004/2005	78	D – en commission les 20.04.05, 23.11.05, 18.01.06 et 22.03.06		
Infrastructure	Proposition de loi	7		
Régimes matrimoniaux – Communauté – Renonciation accession C 1152/1-2003/2004	78	D – en commission le 22.03.06		
Justice				

OBJET N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Justice	Proposition de loi Code civil constat de décès transport dépourvus mortelles C 1220/1-2003/2004	78	D – en commission les 27.10.05 et 22.03.06		
Justice	Proposition de loi Actes de naissance – Ambiguïté sexuelle – Délai allongé C 24.06.2004	78	D – en commission le 22.03.06		
Justice	Projet de loi Droit pénal – cybercriminalité – actes de nature raciste C 1284/1-2003/2004	78	A – en commission le 22.03.05 A – en séance plénière le 21.04.05	AM – en séance plénière le 30.06.05	
Justice				Sénat : A – en commission le 22.03.06	
Justice	Proposition de loi Registre national – Descendants au premier degré C 07.09.2004	78	D – en commission les 27.10.05 et 22.03.06		
Justice	Proposition de loi Enlèvement international d'enfants – Certificats d'identité pour enfants C 24.09.2004	78	D – en commission le 15.03.06		
				<i>Intérieur</i>	

OBJET N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSSION R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Proposition de loi					
Divorce séparation de fait de plus de deux ans - Conditions C 1354/1-2003/2004			D – en commission les 16.11.05, 23.11. 30.11.05, 11.01.06, 18.01, 01.02, 08.02, 22.02 et 22.03.06		
<i>Sous commission « Droit de la famille »</i>					
Proposition de loi					
Déchéance droit de conduire - Délit fuite - Conduite sans permis C 1451/1-2004/2005	78		D – en commission les 20.04.05 et 22.03.06		
<i>Infrastructure</i>					
Propjet de loi (transmis par le Sénat)					
Constitution – Article 22bis – Droits de l'enfant S 0265/1-2003/2004 C 1501/1-2004/2005	78		D – en commission les 27.04, 06.12.05, 16.01.06, 06.02 et 20.02.06	A – en séance plénière le 09.12.04	
<i>Révision de la Constitution</i>					
Propjet de loi (transmis par le Sénat)					
Administrateurs des sociétés – Publicité des rémunérations S 0872/1-2004/2005 C 1502/1-2004/2005	77		D – en commission les 05.07.05, 12.07, 18.10, 25.10.05, 14.03.06 et 21.03.06	A – en séance plénière le 09.12.04	
<i>Propositions de loi (jointes)</i>					
Publicité participations dans les sociétés cotées en bourse C 1505/1-2004/2005					
Publication détail salaires et avantages dirigeants d'entreprises C 0243/1-SE/2003	78				
Obligation de publier la rémunération de certains administrateurs C 1576/1-2004/2005	78				
<i>Droit commercial</i>					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Proposition de loi					
Accès carrossable - Stationnement C 1540/1-2004/2005	C 06.01.2005	78	D – en commission les 20.04.05, 18.01.06 et 22.03.06		
<i>Infrastructure</i>					
Proposition de loi					
Utilisation défibrillateurs par non-médecins C 1566/1-2004/2005	C 24.01.2005	78	A – en commission le 07.02.06 A – en séance plénière le 23.02.06	Projet évoqué le 20.03.06 Délai d'examen : 60j.	
<i>Santé publique</i>					
Proposition de loi					
Déplacement de véhicules C 1585/1-2004/2005	C 01.02.2005	78	A – en commission les 20.04.05, 18.01.06 et 22.03.06		
<i>Infrastructure</i>					
Proposition de loi					
Blanchiment – Recel – Confiscation C 1603/1-2004/2005	C 11.02.2005	78	A – en commission le 13.02.06 A – en séance plénière le 09.03.06	Projet évoqué le 15.03.06 Délai d'examen : 60j.	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Justice</i>					

OBJET		PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTE R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi				
Autorité parentale – Hébergement C 1673/1-2004/2005	C 17.03.2005	77	A – en commission le 21.03.06		
	Propositions de loi (jointes)				
Exécution forcée décisions relatives aux enfants C 0434/1-2003/2004	C 14.11.2003	78			
Espaces-rencontre procédure judiciaire C 0435/1-2003/2004	C 14.11.2003	78			
Droit relations personnelles avec les enfants C 0591/1-2003/2004	C 16.12.2003	78			
Résidence des enfants mineurs C 0975/41-2003/2004	C 30.03.2004	78			
Relations personnelles parents et enfants et grand-parents & petits-enfants C 0976/1-2003/2004	C 30.03.2004	78			
Autorité parentale – Hébergement secondaire C 1070/1-2003/2004	C 29.04.2004	78			
Divorce ou séparation de fait droit aux relations personnelles avec enfants C 1288/1-2003/2004	C 15.07.2004	78			
Parents divorcés – Enfants – Hébergement alterné C 1509/1-2004-2005	C 14.12.2004	78			
<i>Sous-commission « Droit de la Famille »</i>	Proposition de loi				
Membres du barreau – Procédure disciplinaire C 1724/1-2004/2005	C 22.04.2005	77	A – en séance plénière le 16.03.06		
<i>Justice</i>	Proposition de résolution				
Accessoires de sécurité obligatoires – Gilet de sécurité réfléchissant C 1855/1-2004/2005	C 10.06.2005		A – en commission le 22.03.06	-	-
<i>Infrastructure</i>					

OBJET N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi
Commission de la Chambre					DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Projet de loi Agents auxiliaires de police – Attributions C 1880/1-2004/2005		78	A – en commission le 25.01.06 A – en séance plénière le 09.02.06	Projet non évoqué	Procédure parlementaire terminée (3)
Proposition de loi (jointe) Elargissement des missions des agents auxiliaires de police C 1213/1-2003/2004		78			
<i>Intérieur</i>					
Proposition de résolution Institut d'analyse des accidents de la route C 1882/1-2004/2005			D – en commission le 22.03.06	-	
<i>Infrastructure</i>					
Proposition de loi Code pénal – Marchands de sommeil C 1901/1-2004/2005		78	A – en commission le 13.12.05 A – en séance plénière le 12.01.06	Projet non évoqué	Loi du 09.02.06 M.B. 28.02.06
<i>Justice</i>					
Propositions de loi (jointes) Sociétés déficitaires – procédure de liquidation C 1906/1-2004/2005 Transparence procédures liquidation à l'égard des tiers C 0060/1-SE2003		78	A – en commission le 14.03.06		
<i>Droit commercial</i>					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi Réseau ferroviaire RER – Assentiment convention C 04.07.2005	77	A – en commission le 26.10.05 A – en séance plénière le 17.11.05	A – en séance plénière le 22.12.05	Loi du 17.06.05 M.B. 01.03.06
<i>Infrastructure</i>	Projets de loi (joints) (transmis par le Sénat)			A – en commission le 15.03.06	<u>S 1127 :</u> A – en séance plénière le 15.07.05
	Tribunaux de l'application des peines S 1127/1-2004/2005 C 1960/1-2004/2005 Libération conditionnelle – Trois quarts de la peine C 1319/1-2003/2004 Statut juridique externe des détenus S 1128/1-2004/2005 C 2170/1-2005/2006	S 20.04.2005 C 18.07.2005 C 26.08.2004 S 20.04.2005 C 16.12.2005	77 78 77		<u>S 1128 :</u> A – en séance plénière le 15.12.05
	Propositions de loi (jointes)				
	Position de la victime – Libération conditionnelle C 1597/1-2004/2005 Exécution de la peine – Statut de la victime C 1504/1-2004/2005 Représentation victime commission de libération conditionnelle C 0301/1-2003/2004 Libération conditionnelle – Droits des victimes C 0237/1-SE/2003	C 07.02.2005 C 13.12.2004 C 16.10.2003 C 30.06.2003	78 78 78 78		
	Proposition de résolution				
	Tribunaux application des peines – Détenus et statut de la victime C 0438/1-2003/2004				C 17.11.2003
	<i>Relations extérieures</i>				
	Justice				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Station spatiale internationale civile S 1218/1-2004/2005 C 1962/1-2004/2005				
Relations extérieures				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Fédération de Russie exploration & utilisation espace à des fins pacifiques S 27.05.2005 C 18.07.2005	77	A – en commission le 22.11.05 A – en séance plénière le 01.12.05	A – en séance plénière le 15.07.05	Loi du 20.01.06 M.B. 27.03.06
Relations extérieures				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Fédération de Russie exploration & utilisation espace à des fins pacifiques S 27.05.2005 C 18.07.2005	77	A – en commission le 22.11.05 A – en séance plénière le 01.12.05	A – en séance plénière le 15.07.05	Loi du 20.01.06 M.B. 08.03.06
Relations extérieures				
Projet de loi				
Réduction dette publique – Fonds vieillissement – Versements – Conditions C 1969/1-2004/2005 S 1445/1-2005/2006	78	C 1969 : A – en commission le 08.11.05 C 0180 : Sans objet	Projet non évoqué	Loi du 20.12.05 M.B. 14.03.06
Propositions de loi (jointes)				
Fonds de vieillissement – Réduction dette publique C 0180/1-SE/2003	78	C 1191 : R – en commission le 08.11.05		
Vieillissement – Création d'une cagnotte-pension C 1191/1-2003/2004	78	A – en séance plénière le 24.11.05		
Finances	Projet de loi (jointes)		A – en commission le 13.12.05	C 1992 : A – en séance plénière le 02.02.06
Intermédiation assurances surveillance services fin. Transp. directive C 1992/1-2004/2005	77			1993 : Lois du 22.02.06 M.B. 15.03.06
Intermédiation des assurances – Transposition directive C 1993/1-2004/2005	78			C 1993 : Projet non évoqué
Economie				

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Proposition de loi		D – en commission les 14.02 et 21.02.06			
Comité prévention protection au travail - 50 à 20 travailleurs C 2031/1-2005/2006	C 26.10.2005	78			
<i>Affaires sociales</i>	Projet de loi				
Terrorisme – Flux d'information – Organe de coordination C 2032/1-2005/2006	C 17.10.2005	78	A – en commission le 15.02.06 A – en séance plénière le 09.03.06	Projet évoqué le 15.03.06 Début d'examen : 20j.	Procédure parlementaire terminée (3)
Lutte contre le terrorisme C 1462/1-2004/2005	C 25.11.2004	77			
<i>Intérieur</i>					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi Reconnaissance qualifications – Profession réglementée – Directive UE C 2047/1-2005/2006	78	A – en commission le 01.02.06 A – en séance plénière le 16.02.06	AM – en séance plénière le 09.03.06	
<i>Economie</i>	Projets de loi (joints)		A – en commission le 21.03.06		
	Tribunaux pénaux internationaux – Sierra Leone C 2051/1-2005/2006 Procédure pénale – Droit international humanitaire C 2305/1-2005/2006 Droit pénal international – Kampuchea démocratique C 2306/1-2005/2006	77 77 77			
<i>Justice</i>	Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 22.11.05 A – en séance plénière le 01.12.05	A – en séance plénière le 10.11.05	Loi du 10.01.06 M.B. 27.03.06
	République algérienne démocratique convention coopération au développement S 1357/1-2004/2005 C 2082/1-2005/2006	77			
<i>Relations extérieures</i>	Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 22.02.06 A – en séance plénière le 16.03.06	A – en séance plénière le 17.11.05	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Intérieur</i>	Proposition de loi Réforme globale du divorce C 2102/1-2005/2006 Sous commission « Droit de la famille »	78	D – en commission les 07.12.05, 11.01.06, 18.01, 01.02, 08.02, 15.02, 22.02 et 22.03.06		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi Reconnaissance mutuelle décisions matière pénale C 2106/1-2005/2006		D – en commission le 22.03.06		
Justice	Projet de loi	78		
Environnement – Evaluation – Participation du public C 2108/1-2005/2006				
Santé publique	Projet de loi	78	A – en commission le 10.01.06 A – en séance plénière le 10.01.06	Projet évoqué Loi du 13.02.06 M.B. 10.03.06
Budget des dépenses – Deuxième ajustement C 2123/1-2005/2006		74	A – en commission le 07.12.05 A – en séance plénière le 15.12.05	Loi du 20.12.05 M.B. 23.03.06
Défense nationale	Projet de loi			
Officine pharmaceutique - Implantation C 2125/1-2005/2006		78	A – en commission le 14.02.06 A – en séance plénière le 09.03.06	Projet évoqué le 15.03.06 Délai d'examen : 30j. Procédure parlementaire terminée (3)
Santé publique	Projet de loi			
Distinctions honorifiques – Ordres nationaux C 2127/1-2005/2006		78	A – en commission le 22.02.06 A – en séance plénière le 16.03.06	
Relations extérieures				

OBJET N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSET R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :	Promulgation de la loi
Commission de la Chambre	Projet de loi (transmis par le Sénat)		D – en commission les 10.01.06, 01.02, 08.02, 15.02, 22.02, 08.03 et 15.03.06	A – en séance plénière le 01.12.05	
Code de procédure pénale S 13.01.2004 C 02.12.2005	77				
C 02.12.2006	78				
Propositions de loi (jointes)					
Notification recours en cassation C 0820/1-2003/2004	C 18.02.2004				
Procès pénal – Lecture des procès-verbaux C 0834/1-2003/2004	C 20.02.2004				
Jugement réputé contradictoire – Point de départ des délais de recours C 1185/1-2003/2004	C 03.06.2004	78			
Justice	Projet de loi		A – en commission le 17.01.06	Loi du 02.02.06	
C 2153/1-2005/2006	C 09.12.2005	74	A – en séance plénière le 26.01.06	M.B. 23.03.06	
Finances	Projet de loi		A – en commission le 14.02.05		
C 2158/1-2005/2006	C 16.12.2005	78	A – en séance plénière le 09.03.06		
Economie	Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 21.12.05	A – en séance plénière le 15.12.05	Loi du 09.02.06
Vente d'enfants prostitution enfants pornographie mettant en scène enfants S 12.10.2005 C 2168/1-2005/2006	C 16.12.2005	77	A – en séance plénière le 12.01.06	M.B. 27.03.06	
Relations extérieures					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTE R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Projets de loi (transmis par le Sénat)					
Statut juridique externe des détenus S 1128/1-2004/2005 C 2170/1-2005/2006	S 20.04.2005 C 16.12.2005	77	15.03.06	A – en séance plénière le 15.12.05	
Tribunaux de l'application des peines S 1127/1-2004/2005 C 1960/1-2004/2005	S 20.04.2005 C 18.07.2005	77			
Libération conditionnelle – Trois-quarts de la peine C 1319/1-2003/2004	Projet de loi (joint) C 26.08.2004	78			
Propositions de loi (jointes)					
Libération conditionnelle – Droits des victimes C 0237/1-0000/2003	Propositions de loi (jointes) C 30.09.2003	78			
Représentation victime commission de libération conditionnelle C 0301/1-2003/2004	C 16.10.2003	78			
Exécution de la peine – Statut de la victime C 1504/1-2004/2005	C 13.12.2004	78			
Position de la victime – Libération conditionnelle C 1597/1-2004/2005	C 07.02.2005	78			
Suppression de la libération conditionnelle C 2063/1-2005/2006	C 09.11.2005	78			
Infractions graves – Réclusion à perpétuité effective C 2091/1-2005/2006	C 21.11.2005	78			
Concours de plusieurs infractions C 2114/1-2005/2006	C 28.11.2005	78			
Proposition de résolution (jointe)					
Tribunaux application des peines – Détenus et statut de la victime C 0438/1-2003/2004	C 17.11.2003				
Justice					

OBJET		PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTE R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Titre professionnel – Profession intellectuelle prestataire de services C 16.12.2005	Projet de loi		D – en commission les 25.01.06, 07.02 et 15.03.06		
	Propositions de loi (jointes)	77 78			
Professions intellectuelles prestataires de service agréées C 12.07.2004		77			
Professions intellectuelles prestataires de service agréées C 12.04.2004		77			
<i>Economie</i>					
Emploi des langues Matière administrative – Fonctions management C 21.12.2005	Projet de loi		A – en commission le 22.02.06	Projet non évoqué	
		78	A – en séance plénière le 23.02.06		
<i>Intérieur</i>					
Protection de la concurrence économique C 21.12.2005	Projet de loi		D – en commission les 21.02, 07.03 et 15.03.06		
	Proposition de loi (jointe)	77 78			
Concentrations d'entreprises – Obligation de déclaration C 14.10.2003		78			
<i>Economie</i>					
Aide juridique – Assistance judiciaire – Directive UE C 22.12.2005	Projet de loi		D – en commission le 22.03.06		
		77			
<i>Justice</i>					

OBJET N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi
Commission de la Chambre					DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Projet de loi Législation pharmaceutique – Transposition directive UE C 2189/1-2005/2006			A – en commission le 14.02.06 A – en séance plénière le 09.03.06	Projet évoqué le 15.03.06 Délai d'examen : 30j.	
<i>Santé publique</i>	Projet de loi	78	A – en commission le 25.01.06 A – en séance plénière le 09.02.06	Projet non évoqué	Loi du 22.02.06 M.B. 16.03.06
Gasoil – Habitation - Allocation C 2190/1-2005/2006	C 27.12.2005	78			
<i>Finances</i>	Projet de loi Entrepôts douaniers – Dépôt temporaire - Garantie C 2192/1-2005/2006	78	A – en commission le 25.01.06 A – en séance plénière le 09.02.06	Projet non évoqué	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Finances</i>	Projet de loi Droit pénal - Torture C 2193/1-2005/2006	78	A – en commission le 22.03.06		
<i>Justice</i>	Projet de loi Cadres du personnel des tribunaux C 2209/1-2005/2006	77		Projet non évoqué	
<i>Justice</i>	Proposition de loi CPAS – Sans-abri – Dispositif d'urgence sociale C 2210/1-2005/2006	78	D – en commission les 07.02 et 07.03.06		
<i>Santé publique</i>					

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Intermédiation bancaire et distribution d'instruments financiers S 0377/1-2003/2004 C 2213/1-2005/2006	77 78	A – en commission le 15.02.06 A – en séance plénière le 09.03.06	A – en séance plénière le 12.01.06	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Finances</i>				
Projet de loi				
Personnel militaire - Syndicats C 2223/1-2005/2006	C 23.01.2006	78	A – en commission le 22.02.06 A – en séance plénière le 23.02.06	Projet non évoqué
<i>Défense nationale</i>				
Projet de loi				
Marchés publics – Directives européennes C 2237/1-2005/2006	C 30.01.2006	78	A – en commission le 22.02.06 Renvoyé en commission le 16.03.06	Procédures parlementaires terminées (3)
<i>Finances</i>				
Projet de loi				
Balance des paiements - Collecte d'informations - BNB C 2240/1-2005/2006	C 01.02.2006	78	A – en commission le 15.02.06 A – en séance plénière le 09.03.06	
<i>Finances</i>				

OBJET		PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTE R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi			A – en commission le 14.03.06	
CPAS - Secours – Psychiatrie C 2242/1-2005/2006	C 01.02.2006	78			
	Proposition de loi				
Personnes en séjour illégal – Equipements psychiatriques remboursement C 1261/1-2003/2004	C 01.07.2004	78			
Santé publique	Proposition de loi			A – en commission le 08.02.06	AM – en séance plénière du 16.03.06
Transport collectif des travailleurs salariés – Cotisation de solidarité C 2243/1-2005/2006	C 02.02.2006	78		A – en séance plénière le 09.02.06	
Affaires sociales	Proposition de loi			A – en commission le 22.02.06	
Transport – Mer – Air – chemin de fer C 2245/1-2005/2006	C 02.02.2006	78		A – en séance plénière le 16.03.06	
Infrastructure	Projet de loi (transmis par le Sénat)			A – en commission le 15.03.06	A – en séance plénière le 02.02.06
Accord de coopération économie plurielle S 1459/1-2005/2006 C 2250/1-2005/2006	S 30.11.2005 C 03.02.2006	77			
Affaires sociales					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projets de loi (transmis par le Sénat) (joints)		A – en commission le 14.02.06 A – en séance plénière le 09.03.06	A – en séance plénière le 02.02.06	Procédure parlementaire terminée (3)
	Conseils de communauté et de région appellation « parlement » S 1405/1-2005/2006 C 2251/1-2005/2006	77			
	Communautés et régions assemblées législatives nouvelle dénomination S 1423/1-2005/2006 C 2252/1-2005/2006	77			
	Communautés et régions assemblées législatives nouvelle dénomination S 1424/1-2005/2006 C 2253/1-2005/2006	77			
	<i>Révision de la Constitution</i>	Propositions de loi (jointes)		A – en commission le 14.02.06 A – en séance plénière le 16.02.06	Procédure parlementaire terminée (3)
	Communautés et régions structures collectives – Allocation spéciale unique C 2265/1-2005/2006 S 1575/1-2005/2006	77		A – en séance plénière le 16.03.06	
	Communauté germanophone – Structures collectives – Allocation spéciale unique C 2266/1-2005/2006 S 1576/1-2005/2006	77			
	Communautés et régions structures collectives – Fonds d'attribution C 2267/1-2005/2006 S 1577/1-2005/2006	78			
	<i>Révision de la Constitution</i>	Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 14.03.06 A – en séance plénière le 23.03.06	Procédure parlementaire terminée (3)
	Azerbaïdjan impôts sur le revenu et sur la fortune évasion fiscale S 1478/1-2005/2006 C 2275/1-2005/2006	77		A – en séance plénière le 09.02.06	
	<i>Relations extérieures</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 14.03.06 A – en séance plénière le 23.03.06	A – en commission le 09.02.06	Procédure parlementaire terminée (3)
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur droit d'auteur S 1487/1-2005/2006 C 10.02.2006	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 14.03.06 A – en séance plénière le 23.03.06	A – en commission le 09.02.06	Procédure parlementaire terminée (3)
Accord de partenariat et de coopération CD Tadjikistan S 1498/1-2005/2006 C 10.02.2006	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 14.03.06 A – en séance plénière le 23.03.06	A – en commission le 09.02.06	Procédure parlementaire terminée (3)
Coopération CE Costa Rica El Salvador Guatemala Honduras Nicaragua Panama S 1503/1-2005/2006 C 10.02.2006	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Divorce par arbitrage C 2288/1-2005/2006	Proposition de loi C 14.02.2006	D – en commission le 22.03.06		
<i>Sous commission « Droit de la famille »</i>	Projet de loi C 15.07.2004	78	A – en commission le 08.03.06 A – en séance plénière le 23.03.06	
Economie				

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Greffes et parquets – Personnel - Statut C 2299/1-2005/2006	Projet de loi		A – en commission le 21.03.06		
Justice	Proposition de loi	77			
Police judiciaire – Direction générale – Nomination C 2302/1-2005/2006	Proposition de loi	78	D – en commission le 15.03.06		
Intérieur	Proposition de loi	78			
Budget – Règlement définitif – 2004 C 2307/1-2005/2006	Propjet de loi	74	A – en commission le 15.03.06		
Finances	Proposition de loi				
Bombes à fragmentation interdiction C 2311/1-2005/2006	Proposition de loi		A – en commission le 22.03.06		
Défense nationale	Propjet de loi	78			
Impôts sur les revenus – Revenus mobiliers C 2323/1-2005/2006	Propjet de loi	78	A – en commission le 15.03.06 A – en séance plénière le 23.03.06		
Finances	Propjet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 14.03.06	A – en séance plénière le 09.03.06	Procédure parlementaire terminée (3)
Communauté européenne communauté Andine dialogue politique et coopération S 1504/1-2005/2006 C 2333/1-2005/2006		77	A – en séance plénière le 23.03.06		
Relations extérieures					

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSET R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI :
DATE DÉPÔT :				DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 14.03.06	A – en séance plénière le 09.03.06	Procédure parlementaire terminée (3)
Accord de sécurité Occar S 1551/1-2005/2006 C 2334/1-2005/2006	S 01.02.2006 C 10.03.2006	77	A – en séance plénière le 23.03.06	
<i>Relations extérieures</i>				

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	A : ADOPTÉ	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :		A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTE R : REJETÉ		AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI :
Commission de la Chambre						DATE DE PUBLICATION :
Divorce - Procédure C 2341/1-2005/2006	Projet de loi C 15.03.2006	78	D – en commission le 22.03.06			
Propositions de loi (Jointes)						
Divorce – Renseignements revenus et créances des époux						
C 0139/1-SE/2003						
Débiteur d'aliments – Condamnation abandon de la famille						
C 0140/1-SE/2003						
Admissibilité divorce – Un des conjoints étranger						
C 022301-SE/2003						
Divorce – Désunion irrémédiable des époux						
C 0295/1-2003/2004						
Pension alimentaire limitée au tiers des revenus du débiteur d'aliment						
C 0463/1-2003/2004						
Divorce sur base séparation de fait – Pension alimentaire						
C 0679/1-2003/2004						
Divorce par consentement mutuel – Durée mariage						
C 0680/1-2003/2004						
Réforme du divorce						
C 0728/001-2003/2004						
Révision convention divorce consentement mutuel						
C 0729/1-2003/2004						
Divorce sans faute – Désunion irrémédiable époux						
C 0737/1-2003/2004						
Obligations alimentaires, exécution provisoire de droit						
C 0797/1-2003/2004						
Contribution parents – Coefficient de proportionnalité – Coût d'une enfant						
C 1101/1-2003/2004						
Calcul contributions alimentaires des père et mère						
C 1145/1-2003/2004						

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSSÉ R : REJETÉ	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :				A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	(Suite)					
Divorce séparation de fait de plus de deux ans - Conditions C 1354/1-2003/2004	C 04.10.2004	78				
Pension alimentaire – Délégation de salaire C 1480/1-2004/2005	C 02.12.2004	78				
Divorce par consentement mutuel simplification frais déductibilité fiscale C 1564/1-2004/2005	C 20.01.2005	78				
Divorce pour cause de désunion irrémédiable C 1738/1-2004/2005	C 27.04.2005	78				
Médiation en matière familiale C 1886/1-2004/2005	C 24.06.2005	78				
Divorce C 2069/1-2005/2006	C 10.11.2005	78				
Réforme globale du divorce C 2102/1-2005/2006	C 23.11.2005	78				
Obligation médiation préalable dans les matière familiales C 2188/1-2005/2006	C 23.12.2005	78				
Divorce par arbitrage C 2288/1-2005/2006	C 14.02.2006	78				
Sous-commission « Droit de la Famille »	Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 21.03.06	A – en séance plénière le 16.03.06	Procédure parlementaire terminée (3)	
Etat-Unis d'Amérique personnel diplomatique consulaire famille S 1573/1-2005/2006 C 2351/1-2005/2006	S 16.02.2006 C 17.03.2006	77	A – en séance plénière le 23.03.06			
<i>Relations extérieures</i>						

MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
Législation La Constitution belge (avril 2002) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG La Constitution belge – édition « hardcover » Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	2,50 5,00 1,20	----- ----- -----	----- ----- -----
Série de brochures "Précis de Droit parlementaire" <input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (janvier 2006) <input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (novembre 2000) <input type="checkbox"/> La Cour d'arbitrage : compétence, organisation et fonctionnement (octobre 2003) <input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001) <input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50 2,50 2,50 2,50 2,50	----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- -----
Information parlementaire <input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés - composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions relevé statistique des activités <input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003 <input type="checkbox"/> Rapport annuel 2004-2005 <input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre (octobre 2005) <input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants <input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	2,50 2,50 2,50 15,00 5,00	----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- -----
Fiches "info" parlementaires Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	-----	-----
Parlementum Belgicum Livre de photos	4,00	-----	-----
Film vidéo ou DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD (vidéo N et F épuisé)	6,20	-----	-----
Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch, Chambre des représentants 2001 ; 182 pag. Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée « Le Parlement » (iconographie) « Le Palais de la Nation » (W. Van den Steene) Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) Brochure « Dessins satiriques »	5 70,00 10,00 2,50 30,00 2,50 2,00	----- ----- ----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- ----- ----- -----
Divers Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N Pin au logo de la Chambre	gratuit gratuit 1,20	----- ----- -----	----- ----- -----

BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE

A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES

NOM _____

ADRESSE _____

Veuillez verser le montant correspondant au compte n° **000-0019220-14** de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)

La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.

PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT

	BELGIQUE		A L'ÉTRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
Compte rendu intégral définitif Chambre et Annales Sénat Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	80,00 euro (2)	1,80 euro (3)	225,00 euro (2)	5,00 euro (3)
Bulletin des questions et réponses Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (bilingue)	50,00 euro (2)	1,30 euro (3)	150,00 euro (2)	4,00 euro (3)
Compte rendu analytique Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances - bilingue	13,00 euro	0,50 euro	39,00 euro	1,50 euro
Informations parlementaires Bulletin hebdomadaire	13,00 euro	/	39,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
Informations et commandes pour les publications susmentionnées: Service Affaires générales - tel.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de "Publications de la Chambre des représentants - 1008 Bruxelles" (IBAN BE41 0001 6484 2810 BIC BPOTBEB1) Veuillez mentionner clairement: <ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse complète du souscripteur - Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur - Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue) ➤ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis ➤ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié ➤ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA 				
Documents parlementaires de la Chambre Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc. - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques - numéros séparés Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés inférieure à 2,50 EUR : 0,75 EUR	BELGIQUE 0,06200 euro par page imprimée ÉTRANGER 0,06200 euro par page imprimée + frais de port	Informations et commandes: <u>Chambre des représentants:</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de "Publications de la Chambre" Paiement dès réception du décompte		